

Echo d'Iran

Bulletin d'informations sur le mouvement ouvrier en Iran



Guerre israélo-américaine contre l'Iran

• L'Iran au bord du précipice	2
• Levons-nous contre la guerre !.....	4
• Nous sommes en guerre, donc nous existons	6
• La bombe nucléaire iranienne, un boomerang dévastateur !	9
• Pahlavi fait à nouveau appel à une intervention militaire de Trump	12
• L'attaque contre l'Iran relèverait d'un "ordre divin" que Donald Trump mettrait à exécution.....	14
• Déclaration de Solidarité Socialiste avec les Travailleurs en Iran (SSTI).....	16
• Lettre ouverte de Réza Shahabi adressée aux étudiant.es.....	17
• Convoqué, détenu, battu : le témoignage d'un rappeur de 21 ans, depuis l'intérieur de l'Iran.....	18
• Déclaration de la Fédération américaine des enseignant.es (AFT).....	20
• Quand l'indécence dépasse les bornes	22
• Appel du Conseil de coordination des organisations professionnelles des enseignant.es d'Iran	23
• Déclaration du Syndicat des travailleur.euses de Vahed.....	25
• Communiqué du collectif syndical français.....	26
• Paris se mobilise contre la guerre au Moyen-Orient.....	28
• Manifestation à Paris pour protester contre les frappes israélo-américaines	30
• Chroniques des blessé.es de guerre de Téhéran.....	31
• Contre toute alliance avec Trump et Netanyahu !	33
• Vive le 8 mars !.....	34
• Pluie noire à Téhéran.....	35
• Situation catastrophique dans les prisons iraniennes.....	36

L'Iran au bord du précipice



Le tambour de la guerre, le glas de la mort du peuple

Au-dessus du territoire iranien, l'odeur de poudre et de sang flotte dans l'air. Aucun parfum de liberté, aucune senteur d'aube. Seule persiste l'odeur des dépôts de munitions qui, à la moindre étincelle, feraient d'abord s'effondrer les toits des maisons – jamais ceux des palais du pouvoir.

La scène se répète, implacable : menaces venant de Washington, aventurisme depuis Téhéran, machine de guerre à Tel-Aviv, et clameurs des cercles monarchistes et ethnistes. Chacun parle sa propre langue, mais le message est universel : c'est la société iranienne qui paiera le prix du sang.

Donald Trump, avec son ton bravache, depuis quelques jours avertissait : «de graves conséquences frapperont l'Iran » si aucun accord n'est conclu. Les États-Unis se disent prêts à intervenir militairement face à ce qu'ils jugent une menace imminente. Des responsables militaires confirmaient : l'armée est « prête pour tous les scénarios ». Dans le langage militaire, ce n'est pas une simple mise en alerte : c'est l'ombre d'une catastrophe qui plane.

De l'autre côté, (feu) Ali Khamenei, avec une obstination frôlant la criminalité politique, plongeait depuis des années le pays dans la répression, les sanctions, la pauvreté et l'isolement. Dans ce mouvement, il a ensuite poussé la nation vers une guerre dévastatrice, utilisant le climat de peur pour étouffer toute contestation sociale et politique.

Entre ces deux pôles de danger, Benyamin Netanyahou était aux aguets, à la tête d'une machine de guerre prête à frapper, tandis qu'une partie de l'opposition de droite, les yeux brillants, transformait un possible fracas des explosions en illusion de liberté.

Voici l'alliance tacite des forces réactionnaires : un conglomerat dont les bénéfices nourrissent les puissants, et dont le prix est payé en sang par le peuple.

Quand la guerre frappe, tout se brise

La guerre n'est pas seulement une explosion. Elle est l'effondrement progressif de la vie. Un ouvrier qui, demain, n'aura plus d'usine. Une mère qui hésite entre la file pour le pain et celle pour les médicaments. Un enfant qui mémorise le hurlement des sirènes au lieu de la sonnerie de l'école. Une ville dont les nuits s'éclairent des éclairs de la défense antiaérienne, jamais de la lumière des foyers.

Dans les cénacles stratégiques, on parle « d'option militaire » sans jamais sentir l'odeur des hôpitaux saturés. On ignore que des générations entières vivront, des années (*Lire la suite en page suivante*) →

← (suite de la page précédente)... durant, avec les traumatismes, la pauvreté et l'absence d'horizon.

La guerre, même brève, laisse des cicatrices durables. Lorsqu'elle s'installe, elle fracture la société de l'intérieur.

L'histoire sanglante de la région

Pas besoin de prophétie pour comprendre : il suffit de regarder autour de soi. En Irak, on parlait de « frappe chirurgicale » : la société fut démembrée. En Libye, la « protection du peuple » n'empêcha pas l'effondrement de l'État. En Syrie, l'« opportunité de changement » ensevelit des générations sous les décombres.

Partout où la machine de guerre des classes dominantes est intervenue, ce sont les infrastructures de la vie qui ont été détruites. La classe ouvrière dispersée, les mouvements sociaux étouffés, de nouvelles forces réactionnaires promues : telle est la loi non écrite des guerres contemporaines.

Scénario noir : l'Iran au bord de la pente descendante

Le danger dépasse actuellement quelques frappes isolées. L'Iran est entré dans une spirale destructrice qui pourrait plonger rapidement la société dans une situation comparable à celle de la Syrie.

Aujourd'hui, l'économie épuisée, le profond mécontentement social, la crise de l'eau, le chômage massif rendent la société iranienne extrêmement vulnérable face à un conflit régional.

Dans ces conditions, la guerre pourrait :

- Précipiter la débâcle économique dans une chute vertigineuse ;
- Accélérer la militarisation de la société ;
- Attiser les fractures ethniques et régionales ;
- Plonger la vie quotidienne sous l'emprise des mouvements terroristes islamistes, des suprémacistes perses et autres forces ethnicistes ;
- Et surtout, écraser sous le poids du sécuritarisme la lutte du peuple pour la liberté.

Alors, il ne s'agira plus de savoir qui détient le pouvoir, mais de mesurer ce qui reste vivant dans la société.

Marcher sur le sang du peuple

Parmi les scènes les plus sombres, certaines franges de l'opposition de droite battent le tambour de la guerre plutôt que d'alerter la population. Conscients qu'ils n'ont aucun rôle à jouer dans le renversement du régime par le bas, ces acteurs parient sur un changement de régime imposé par le haut.

La société iranienne n'est pas un terrain d'expérimentation militaire. Chaque missile transperce d'abord la vie du peuple. Chaque sanction accrue réduit d'abord le pain sur la table du travailleur et de la travailleuse. Et chaque guerre déclenchée jette le deuil sur les mères de cette terre.

Combien de fois ce peuple devra-t-il payer ? Combien de générations encore seront ensevelies sous les décombres des « nécessités géopolitiques » ? Combien de fois faudra-t-il qu'ils confondent la liberté avec le hurlement des sirènes ?

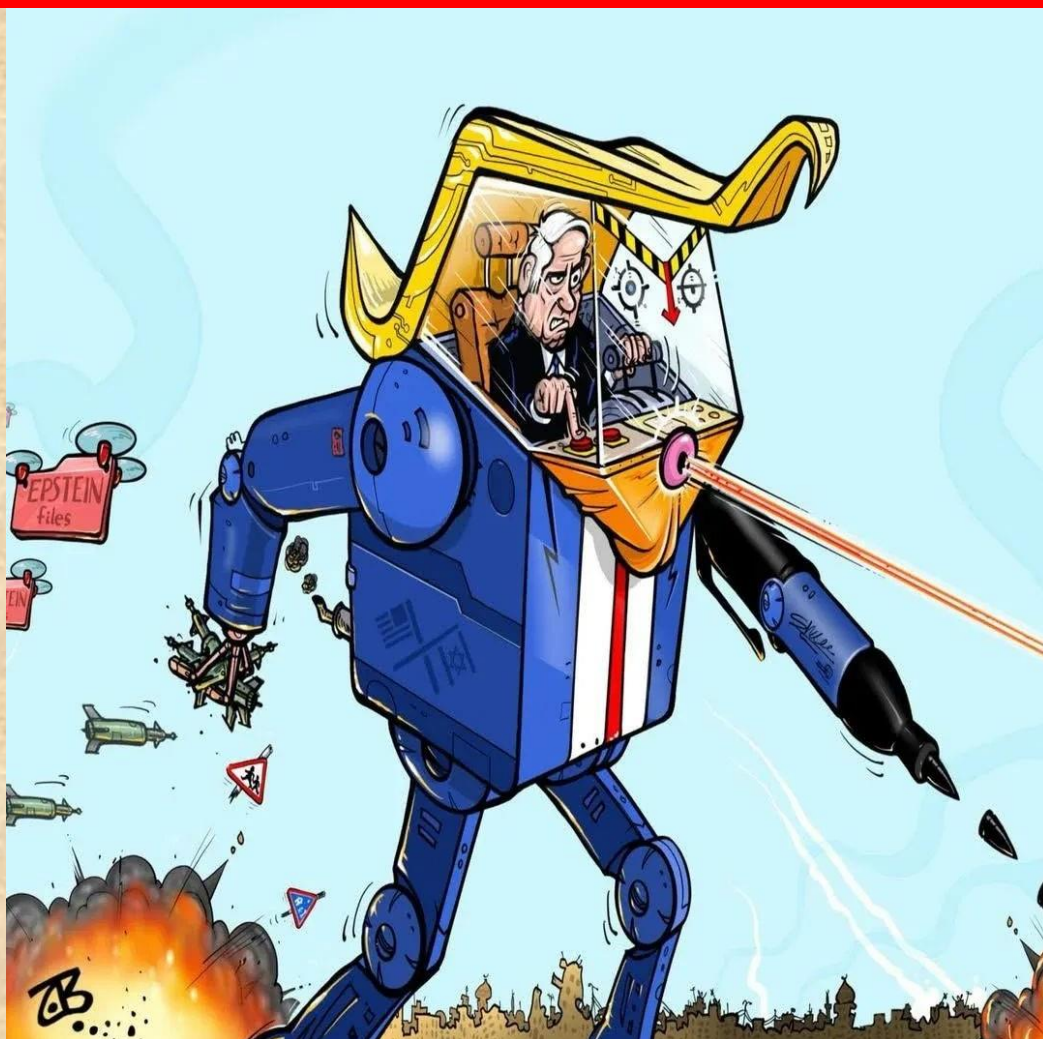
La résistance humaniste contre la mort planifiée

Face à ce tumulte guerrier, il faut affirmer, sans hésitation, une position profondément humaniste :

- Non aux entreprises meurtrières de l'islamisme et « des dirigeants » du régime ;
- Non à la politique d'intimidation guerrière de Donald Trump ;
- Non aux paris dangereux et criminels des monarchistes et des forces ethnicistes.
- Non à l'aventurisme guerrier d'Israël ;

(Lire la suite en page 6) →

Levons-nous contre la guerre !



La deuxième attaque navalo-aérienne conjointe d’Israël et des États-Unis contre l’Iran, le 28 février 2026, comme celle de juin de la même année, a été lancée par surprise. Et cela alors même que des négociations irano-américaines étaient toujours en cours, et que les deux parties parlaient publiquement de « progrès ».

L’histoire de l’impérialisme américain est jalonnée de guerres, d’agressions, de massacres et de destructions de pays. Israël, en raison de son processus de formation et de la nature occupante du sionisme, ne peut assurer sa sécurité régionale que par le militarisme et la guerre d’agression. Mais la question demeure : **pourquoi la guerre contre l’Iran ?**

S’agit-il d’une guerre des États-Unis et d’Israël contre l’Iran, ou contre la République islamique d’Iran ?

Si l’on distingue le peuple de l’État, les Iranien.nes avant la révolution de 1979 étaient largement anti-impérialistes, notamment après le coup d’État orchestré en 1953 par les États-Unis et la Grande-Bretagne. Ils/elles étaient par ailleurs, solidaires du peuple palestinien. Le régime du Shah, en revanche, jouait dans la région, le rôle de bras militaire des États-Unis dans le cadre de la doctrine de Richard Nixon, assumant la fonction de « gendarme du Golfe ». En 1973, il envoya même des troupes à Oman pour réprimer les séparatistes du Dhofar.

Bien que, pour des raisons d’opinion publique et d’équilibres géopolitiques régionaux, le Shah n’ait pas reconnu officiellement l’État d’Israël, des relations amicales et des échanges de facto existaient entre les deux pays. En contrepartie de l’organisation et de la mise en place de la redoutée SAVAK — dont les cadres et tortionnaires furent formés en Israël — l’Iran fournissait t du pétrole à ce pays.

(Lire la suite en page suivante) →

← (suite de la page précédente) L'hostilité des États-Unis et d'Israël envers l'Iran s'est cristallisée lorsque l'ayatollah Khomeiny, après avoir pris le pouvoir en 1979, fit des slogans « Mort à l'Amérique » et « effacer Israël de la carte » les axes de la politique étrangère iranienne et la boussole de « l'exportation de la révolution islamique ». L'occupation de l'ambassade américaine en novembre 1979 et la prise d'otages durant 444 jours, ainsi que les opérations terroristes imputées au régime iranien contre des cibles juives à l'étranger — notamment en Argentine en 1994 — ont constitué les premiers jalons de la confrontation actuelle.

« Exportation de la révolution islamique » et architecture de la « profondeur stratégique »

Dès son installation au pouvoir, le régime khomeyniste entreprit de mettre en œuvre l'« exportation de la révolution islamique ». Les premières étapes prirent la forme d'un encadrement, d'un armement et d'un soutien logistique aux chiites du sud du Liban (« Hezbollah »), avant de s'étendre progressivement à la Syrie, à l'Irak et au Yémen.

Au cours de la guerre Iran-Irak (1980-1988), soutenue implicitement par Washington du côté irakien, Khomeiny refusa longtemps la paix après le retrait des forces irakiennes, nourrissant l'ambition d'avancer vers Bagdad puis, au-delà, vers Jérusalem, dans l'objectif proclamé d'anéantir Israël. L'épuisement des forces iraniennes conduisit finalement à l'acceptation d'un cessez-le-feu.

Si la République islamique échoua dans son projet de « libération de Jérusalem », elle parvint néanmoins, par l'intermédiaire de ses forces alliées au Liban, en Syrie, en Irak et au Yémen, à maintenir une pression constante sur la sécurité israélienne — une situation qui ne pouvait laisser indifférents ni Israël ni son allié américain.

Le dossier nucléaire et balistique

Après la mort de Khomeiny, la République islamique accéléra ses ambitions régionales visant à constituer autour d'Israël une zone d'influence chiite — qualifié de « *profondeur stratégique* ». Parallèlement, elle poursuivit avec détermination la transformation de l'Iran en puissance militaire dotée de capacités nucléaires et balistiques à vocation dissuasive et offensive.

La politique américaine à l'égard de Téhéran s'est longtemps appuyée principalement sur les sanctions économiques et la pression diplomatique. Même lorsque George W. Bush qualifia l'Iran de membre de « l'axe du mal », la stratégie dominante des néoconservateurs, dans le cadre du projet de « Grand Moyen-Orient », visait davantage un changement de régime qu'une intervention militaire directe.

Les inquiétudes croissantes d'Israël face à l'enrichissement de l'uranium et aux progrès technologiques iraniens en matière de missiles et de drones donnèrent lieu, pendant des années, à des assassinats ciblés de scientifiques et à des sabotages cybernétiques. Mais l'attaque du 7 octobre 2024 du Hamas marqua pour le gouvernement Netanyahu un tournant comparable, dans sa perception stratégique, au 11 septembre pour George W. Bush.

L'élimination par les États-Unis du général Qassem Soleimani en 2020, architecte des forces alliées de l'Iran dans la région, puis l'affaiblissement de ses réseaux au Liban et en Syrie, ont fragilisé la position régionale de Téhéran. Les échanges de frappes durant la guerre de douze jours (13-25 juin 2026), les brèches constatées dans le système de défense « Dôme de fer » et les destructions subies ont renforcé la détermination israélienne de neutraliser les capacités balistiques iraniennes.

Négociations irano-américaines et position d'Israël

Donald Trump, tout en affichant un soutien ferme à Israël face à l'Iran, aurait privilégié une solution consistant non pas à renverser le régime, mais à traiter avec un pouvoir central fort, mais soumis et privé de capacités de menace contre Israël. À l'inverse, le gouvernement israélien dominé par la droite radicale ne se satisferait de rien de moins qu'un changement de régime à Téhéran.

(Lire la suite en page suivante) →

← (suite de la page précédente)... Dans cette perspective, la ligne de négociation prônée par Washington — y compris l'hypothèse d'un arrêt de l'enrichissement d'uranium et d'une limitation de la portée des missiles — ne correspondrait pas aux objectifs stratégiques israéliens. Certains analystes estiment que le scénario maximaliste viserait la fragmentation de l'Iran en vue d'un redécoupage géopolitique de la région. Tandis que le scénario minimaliste consisterait à favoriser l'émergence d'un pouvoir iranien aligné sur Israël, notamment celui du fils du Shah renversé lors de la révolution de 1979, installé aux États-Unis, et marionnette d'Israël.

Malgré ces divergences, la participation américaine à la nouvelle offensive israélienne, en pleine phase de négociations avec Téhéran, prouve que c'est Netanyahu qui entraîne Trump dans sa chute.

Guerre et peuple iranien

Les États-Unis et Israël sont des acteurs structurellement enclins à la guerre, tandis que la République islamique est un régime qui instrumentalise la menace extérieure pour mobiliser intérieurement, et réprimer ses adversaires politiques sous couvert d'unité nationale.

Toutefois, l'Iran d'aujourd'hui diffère profondément de celui des années 1980. Les tentatives du pouvoir pour susciter un réflexe nationaliste ne rencontreraient plus l'écho d'autrefois, et une large part de la population aspirerait à la fin du régime en place.

Si une minorité — notamment parmi les plus jeunes — peut voir dans la guerre un moyen de se libérer de la République islamique, la majorité redouterait qu'une intervention étrangère, même si elle entraînait l'effondrement du régime, ne débouche pas sur la démocratie, la liberté, l'égalité et la prospérité espérées, mais sur la destruction, le chaos et un avenir comparable à ceux de l'Irak, de l'Afghanistan ou de la Syrie•

Cessez-le-feu immédiat !

À bas la République islamique d'Iran !

Impérialisme et sionisme, retirez vos mains sanglantes de l'Iran !

Le destin de l'Iran doit être décidé par les Iranien.nes eux/elles-mêmes !

← (suite de la page 3) L'Iran au bord du précipice

Le peuple iranien n'est ni le combustible d'une guerre, ni un pion sur l'échiquier des négociations. La liberté, si elle doit être réelle, ne surgira ni d'un canon, ni d'un missile, ni des propos de Trump déclarant « Nous sommes prêts [à vous soutenir] ».

La liberté ne jaillit que du cœur d'une société qui survit, s'organise et prend son destin en main. Tout cela exige beaucoup de sacrifices•

(2 mars 2026)

Arrêt immédiat de la guerre impérialiste !

Nous sommes en guerre, donc nous existons*



La sirène a brisé le silence du samedi matin à travers Israël. Non pour appeler les citoyen.nes à se rendre aux abris, mais pour annoncer le début même de la guerre — comme si l'on faisait retentir une fanfare de victoire. Après plus d'une semaine d'incertitude épuisante, entre l'attente tendue d'une guerre que l'on disait inévitable et l'espoir ténu que la diplomatie puisse encore l'éviter, ce qui devait arriver arriva.

Le philosophe grec Héraclite a dit : « On ne se baigne jamais deux fois dans le même fleuve. » Mais apparemment, on peut détruire à nouveau un ennemi que l'on avait déjà déclaré anéanti. Il y a seulement huit mois. Après le cessez-le-feu avec l'Iran, le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, déclarait en effet : « En 12 jours d'opération "Lion bondissant", nous avons remporté une victoire historique qui restera gravée pour des générations. »

Il apparaît désormais que cette « victoire historique » n'a même pas duré un an, encore moins des générations.

(Lire la suite en page suivante) →



*Par Orly Noy

Orly Noy, citoyenne israélienne née en 1973 en Iran, figure israélienne des droits humains, fustige le crime et la vengeance de celui-ci ; rédactrice en chef du site « Local Call »¹, militante politique et traductrice de poésie et de prose persanes. Elle préside le comité exécutif de l'organisation « B'Tselem », et est active au sein du parti politique Balad. Ses écrits définissent et entrecroisent son identité de femme, de Mizrahie² de gauche, et d'immigrante temporaire, au sein d'une société d'immigration permanente, ainsi que le dialogue constant entre ces différentes strates identitaires.

1er mars 2026 — [Bulletin hebdomadaire +972](#)

← (suite de la page précédente)... Cette fois-ci, l'attaque s'est accompagnée d'un objectif supplémentaire : « libérer le peuple iranien du régime oppressif des ayatollahs ». Mais chacun sait qu'en réalité, l'un des rôles centraux d'Israël au Moyen-Orient consiste à larguer la liberté sur les peuples de la région à coups de chasseurs et de bombardiers.

Soudain, la vie des Iranien.nes est devenue précieuse aux cœurs israéliens ; suffisamment précieuse pour accepter de longues nuits dans les abris antiaériens, en sachant qu'Israël fera aussi face à de lourdes pertes — dans l'espoir que les pilotes apporteront la nouvelle de la liberté, ou du moins celle de l'assassinat des dirigeants iraniens, ainsi que celle de la destruction des infrastructures des Gardiens de la Révolution et des installations nucléaires.

Peu après le début de l'attaque, Netanyahu écrivait sur le réseau social X : « Notre opération créera les conditions permettant au peuple courageux d'Iran de prendre son destin en main. Le moment est venu pour toutes les composantes de la nation iranienne — Perses, Kurdes, Azéris, Baloutches et Ahwazis — de se débarrasser du joug de la tyrannie et de construire un Iran libre et pacifique. »

L'homme qui, plus que quiconque dans l'histoire d'Israël, a œuvré à opposer les citoyen.nes les un.es aux autres, à attiser les tensions et à alimenter une haine sans précédent entre eux/elles ; l'homme visé par un mandat d'arrêt international pour crimes contre l'humanité — voilà qu'il se soucie désormais de l'unité du peuple iranien et de sa lutte contre la tyrannie. Si tant de vies n'étaient pas en danger, cette contradiction prêterait à rire.

Le peuple iranien mène une lutte courageuse et inspirante pour sa liberté. La communauté internationale dispose d'outils diplomatiques et économiques pour le soutenir sans répéter des frappes aériennes qui promettent peu de changements durables. Encourager l'attaque israélo-américaine revient à accepter un « ordre » mondial brutal où seule la force fait loi.

En célébrant la guerre, les Israélien.nes célèbrent en réalité cet ordre-là : un monde où le plus fort fixe les règles. Du moins, pour l'instant, ils/elles peuvent se rassurer en sachant que le plus fort est à leurs côtés.

Un chœur familial

Mais le ton de solidarité s'est dissipé aussi rapidement qu'il était apparu. Lorsque des informations ont fait état de victimes civiles — notamment dans une école primaire de filles à Minab, où environ 185 enfants auraient été tués lors d'une frappe aérienne attribuée à Israël — la prétendue préoccupation

pour le peuple iranien a révélé toute sa superficialité.

Avec incrédulité, j'ai publié les vidéos de cette école sur ma page Facebook. J'avoue que je ne m'attendais pas au torrent de haine qui a suivi.

Je savais déjà qu'en dehors d'une infime minorité, il ne fallait pas espérer de réaction empathique face au massacre massif de Palestinien.nes ; que la grande majorité des Juifs et Juives d'Israël non seulement ne pleurent pas, mais se réjouissent ouvertement de la mort de tout.e Palestinien.ne, quelles que soient les circonstances.

Mais je n'imaginais pas qu'une telle soif de

sang accompagnerait aussi le bombardement et la mort de petites filles en uniforme scolaire — surtout après que beaucoup d'Israélien.nes se soient empressé.es de déclarer que notre ennemi n'était pas le peuple iranien, mais le régime.



Le sac d'une fillette tuée lors du bombardement a été retrouvé parmi les décombres.

(Lire la suite en page suivante) →

← (suite de la page précédente)... Mais je n'imaginai pas qu'une telle soif de sang accompagnerait aussi le bombardement et la mort de petites filles en uniforme scolaire — surtout après que beaucoup d'Israélien.nes se soient empressé.es de déclarer que notre ennemi n'était pas le peuple iranien, mais le régime.

En moins de cinq heures, ma publication a reçu des centaines de commentaires haineux, et le flot habituel de menaces et d'insultes a envahi ma messagerie. Certains niaient purement et simplement les faits, ou affirmaient que le régime iranien avait bombardé sa propre école. Une part plus importante encore exprimait sa joie face au sort des filles tuées.

Quelqu'un a écrit : « Dommage que les écoles ne soient pas fermées le jour du shabbat ! » en ajoutant cinq émojis rieurs. Un autre : « Excellent, excellent, excellent, réjouissant et encourageant. Que cela se reproduise souvent, et bientôt pour les gauchistes aussi. »

Tout aussi triste et prévisible fut la position des dirigeant.es de l'opposition juive israélienne, qui se sont rapidement rangé.es derrière Netanyahu pour soutenir la guerre. Yair Lapid écrivait sur X : « Je veux rappeler à tous et toutes : le peuple d'Israël est fort. L'armée israélienne et l'armée de l'air sont puissantes. La plus grande puissance du monde est à nos côtés. Dans des moments comme celui-ci, nous sommes uni.es — et nous vaincrons ensemble. Il n'y a ni coalition ni opposition ; il n'y a qu'une nation et une armée, et nous sommes tous et toutes derrière elles. »

Même Yair Golan, président du parti « Les Démocrates » et censé représenter l'aile la plus à gauche du spectre sioniste, a fait preuve d'une retenue polie et annoncé son soutien total à la guerre : « L'armée israélienne et les forces de sécurité agissent avec force et professionnalisme. Elles bénéficient de notre plein soutien. »

Naftali Bennett, l'un des principaux candidats pour succéder à Netanyahu lors des prochaines élections, était en retrait uniquement parce qu'il devait attendre la fin du shabbat pour s'exprimer sur les réseaux sociaux. Dès la fin du shabbat, il s'est aligné sur l'effort de guerre : « Je soutiens de tout cœur l'armée israélienne, le gouvernement israélien et le Premier ministre dans l'opération "Lion rugissant". Toute la nation d'Israël est derrière vous jusqu'à ce que la menace iranienne soit éliminée. »

Pour ces trois hommes — Lapid, Golan et Bennett — il ne semble exister aucune mission plus urgente que d'écarter le gouvernement sanglant et Kahaniste³ de Netanyahu, qui a conduit le pays dans des profondeurs sans précédent. Ils/elles comprennent le danger qu'il représente et savent ce qu'un nouveau mandat provoquerait.

Pourtant, dès que l'odeur de la guerre s'est répand, toutes ces considérations se sont effacées remplacées par une révérence automatique envers la machine de guerre israélienne. Comme si l'idée même de s'opposer à une guerre ne trouvait aucune place dans leur cadre mental.

Personne ne comprend mieux ce mécanisme que Benjamin Netanyahu. Quelle que soit la fragilité de sa position politique, il sait qu'il peut unir même ses rivaux les plus acharnés à travers le spectre sioniste en appuyant sur un simple bouton. Si « en temps de guerre il n'y a ni coalition ni opposition », alors la guerre permanente devient sa stratégie politique la plus sûre — une stratégie qu'il a appris à utiliser avec une fréquence croissante.

Netanyahu est un criminel de guerre cynique et dangereux. Mais une chose ne peut être niée : aucun.e dirigeant.e israélien.ne n'a jamais compris aussi profondément la psychologie collective de la société juive israélienne. Une société qui semble ne ressentir son propre poulx qu'à travers la guerre et la destruction ; une société qui, si elle n'attaque pas, ne détruit pas et ne tue pas, n'est pas certaine d'exister. De ce point de vue, Netanyahu lui sied comme un gant•

1 https://fr.wikipedia.org/wiki/%2B972_Magazine

2 https://fr.wikipedia.org/wiki/Juifs_Mizrahim

3 <https://fr.wikipedia.org/wiki/Kahanisme>

La bombe nucléaire iranienne, un boomerang dévastateur !



La situation sécuritaire de la République islamique n'a jamais été aussi critique. Le pays traverse une crise d'une gravité exceptionnelle. La menace atteint désormais les plus hautes sphères du pouvoir ainsi que ses principales institutions. Même durant les heures les plus sombres des huit années de guerre contre l'Irak, le régime n'avait pas affronté une crise d'une telle ampleur.

Après les massacres de janvier 2026, alors que les États-Unis et leurs alliés intensifiaient leur présence militaire autour de l'Iran, une affirmation familière a refait surface dans les médias officiels : si la République islamique possédait l'arme nucléaire, elle ne serait pas aujourd'hui confrontée à une « menace existentielle ». Cette idée est relayée non seulement par certains partisans du régime, mais aussi par des cercles proches des Gardiens de la révolution, par des commentateurs alignés sur le discours officiel, et même par une partie de la gauche se réclamant de « l'Axe de la résistance ». Certains vont jusqu'à exhorter le pouvoir d'achever sans délai la fabrication de l'arme nucléaire.

Pourtant, ce récit relève moins de l'analyse stratégique que d'un fantasme. Il ignore l'histoire réelle de la prolifération nucléaire et méconnaît la place effective de la République islamique dans l'ordre mondial. La question centrale demeure : une bombe nucléaire aurait-elle été capable à un moment donné de garantir la sécurité du régime ?

Cette hypothèse peut sembler aller de soi, mais elle est erronée : une arme nucléaire ne peut pas permettre à un État de compenser ses faiblesses stratégiques par la seule puissance technologique. L'histoire de la prolifération nucléaire, ainsi que la théorie des relations internationales montrent que la sécurité n'est jamais la conséquence automatique de la possession de l'arme nucléaire. Certes, la prolifération pourrait stabiliser certaines relations internationales, mais il faudrait alors que les États soient intégrés dans des structures de reconnaissance mutuelle et d'équilibre institutionnel. Ce qui est loin d'être le cas.

La véritable question est donc bien de savoir si l'arme nucléaire pourrait garantir la sécurité de la République islamique.

Les puissances nucléaires de second rang : limites comparatives

Pour répondre à cette question, il convient d'examiner le cas des puissances nucléaires dites de second rang : l'Inde, le Pakistan et la Corée du Nord. Contrairement aux récits simplistes véhiculés par certains analystes politiques, chacun de ces États est devenu une puissance nucléaire dans une conjoncture exceptionnelle. Leurs programmes d'armement se sont développés dans les failles d'une configuration géopolitique spécifique, au sein de la « logique d'endiguement » mise en œuvre par les grandes puissances.

(Lire la suite en page suivante) →

← (suite de la page précédente) L'Inde, le Pakistan et la Corée du Nord sont souvent présentés comme des modèles de réussite de prolifération nucléaire. Cependant, ces États ont acquis l'arme nucléaire dans des contextes géopolitiques spécifiques, et avec la tolérance ou l'appui implicite de grandes puissances :

- L'Inde contrebalançait la puissance nucléaire chinoise, bénéficiant d'une marge stratégique tolérée par l'Union soviétique ;
- Le Pakistan a développé son programme en réaction à l'Inde, avec la tolérance tacite des États-Unis et de la Chine, dans le cadre d'une volonté d'équilibre régional ;
- La Corée du Nord a été soutenue indirectement par la Chine pour servir de zone tampon contre les États-Unis ;

Dans tous ces cas, la possession de l'arme nucléaire s'inscrit dans une architecture de sécurité plus large. Elle n'est jamais un instrument isolé de souveraineté.

La « troisième voie » iranienne : une dissuasion sans la protection d'une grande puissance

La République islamique a tenté une stratégie différente : obtenir les bénéfices de la dissuasion sans disposer d'un protecteur nucléaire ou d'une des grandes puissances. Cette « troisième voie » consistait à créer une « ambiguïté nucléaire » permettant à Téhéran de se tenir au seuil de la confrontation, sans bénéficier des garanties d'une puissance protectrice.

Une fois que la guerre Iran-Irak ait pris fin, dans les années 1990, le régime Iranien envisageait sérieusement la dissuasion nucléaire comme levier stratégique pour sa survie. Cependant, le contexte mondial post-guerre froide ne lui offrait aucun mécène : la Russie se redéfinissait, la Chine s'intégrait aux marchés mondiaux, et aucune grande puissance n'avait intérêt à soutenir l'Iran au prix d'un affrontement direct avec les États-Unis.

En 2010, la résolution 1929 du Conseil de sécurité de l'ONU a confirmé cette réalité : Pékin et Moscou n'assumeraient plus le rôle de protecteur d'un programme nucléaire militaire iranien.

Ce vote envoyait un message clair : ni Pékin ni Moscou ne financeraient le programme nucléaire militarisé de la République islamique. L'époque où les grandes puissances pouvaient recourir à la « logique d'endiguement » pour gérer la prolifération était révolue. Et même si cette logique revenait, l'Iran n'occupait — et n'occupe toujours pas — une position géopolitique susceptible de permettre l'application d'un tel modèle. Pour prendre un exemple plus parlant : même le gouvernement du Shah, bien qu'il fût un partenaire des États-Unis en matière de sécurité au Moyen-Orient et le voisin méridional de l'Union soviétique, n'a jamais été soumis à une politique d'endiguement ayant recours à des armes nucléaires.

Et pourtant, même cette alerte a été ignorée.

Dès lors, la République islamique persista dans une voie que ni les États-Unis, ni l'Europe, ni même la Russie ou la Chine n'étaient disposés à tolérer : un programme incompatible avec la politique de non-prolifération, et avec toute logique d'équilibre des grandes puissances.

L'Iran est aujourd'hui une puissance régionale aux moyens limités et aux opportunités restreintes. Si elle tentait d'utiliser la bombe — ou même de cultiver une « ambiguïté nucléaire » — pour jouer un rôle homologue à celui des États-Unis - l'Iran ne ferait que vouloir mettre en oeuvre une « troisième voie » nucléaire, un chemin sans précédent dans l'histoire.

Les États-Unis ne seraient pas les seuls à résister à une telle politique. La Russie et la Chine s'y opposeraient également. Leur refus ne serait pas motivé par des considérations éthiques ou par le droit international, mais par leurs propres intérêts de sécurité. Une puissance de second rang qui acquiert l'arme nucléaire et tente d'instaurer une dynamique de confrontation avec une puissance de premier plan déstabiliserait l'ordre international pour tous, y compris Pékin et Moscou.

(Lire la suite en page suivante) →

← (suite de la page précédente) **Le fantasme d'une alliance salvatrice**

Au fil des années, la République islamique a tenté à maintes reprises de se placer sous l'aile protectrice de la Russie et de la Chine, au travers de contrats à long terme, ainsi que d'une coopération militaire. Mais ces efforts n'ont jamais abouti à un véritable partenariat stratégique de sécurité. La raison en est simple : ni la Russie ni la Chine ne considèrent l'Iran comme un acteur justifiant un risque nucléaire.

Cela ne signifie pas que l'Iran soit sans intérêt pour eux. Sa présence dans leur sphère d'influence peut offrir un avantage sécuritaire. Le problème se situe ailleurs : la République islamique cherche à s'y associer pour jouer le rôle de contrepoids aux États-Unis et affirmer une influence accrue au Moyen-Orient. C'est précisément ce qui conduit Moscou et Pékin à estimer qu'une alliance stratégique avec Téhéran ne présente aucun intérêt.

La Chine et la Russie ont de nombreux désaccords avec Washington, mais les trois capitales s'accordent sur les « privilèges spéciaux » attachés à leur statut de grande puissance mondiale. Aucune ne souhaite qu'un acteur de second rang ambitionne de contester cette hiérarchie. À leurs yeux, une telle situation serait absolument inacceptable, quelles que soient leurs rivalités.

Certains imputent l'échec de la stratégie nucléaire de l'Iran aux gouvernements « réformistes » iraniens (Khatami, Rouhani et désormais Pezeshkian), supposément « trop conciliants » avec l'Occident. Cette perception reflète des erreurs de perception sur les intentions d'autrui : les présidents iraniens n'ont jamais eu le pouvoir de modifier les calculs stratégiques de Moscou ou Pékin, ni de garantir un soutien nucléaire. Par ailleurs au sein du système politique iranien, les présidents de la République, « réformateurs » ou non, n'ont d'ailleurs jamais exercé de contrôle décisif sur la politique étrangère.

Pékin et Moscou considèrent l'Iran comme utile, mais insuffisant pour justifier une confrontation avec les États-Unis. Même en période de rivalité, les grandes puissances partagent un consensus implicite : la hiérarchie mondiale doit être préservée et un État de second rang, comme l'Iran ne peut la remettre en cause grâce à la possession de l'arme nucléaire.

L'échec structurel de la stratégie nucléaire iranienne

Nul ne sait dans quel état d'esprit se trouvait le Guide suprême Khamenei. Peut-être pensait-il qu'une bombe nucléaire n'aurait apporté aucune sécurité à la République islamique — ni aujourd'hui, ni il y a dix ou vingt ans. Même dans l'hypothèse la plus favorable au régime, elle n'aurait fait que retarder légèrement l'échéance d'une confrontation directe.

La dissuasion nucléaire ne fonctionne que si elle est crédible, reconnue et intégrée dans un équilibre stratégique. Elle nécessite une « diplomatie de la menace crédible » : la possession d'une arme nucléaire n'a de valeur que si elle est accompagnée de mécanismes de vérification, de légitimité et de reconnaissance internationale.

L'Iran ne dispose d'aucun de ces éléments : ni soutien international, ni architecture de sécurité crédible, ni légitimité interne stable. Au contraire, le programme a renforcé l'isolement de l'Iran, accru les sanctions et intensifié les menaces extérieures. Même dans le meilleur scénario, la bombe n'aurait retardé qu'avec parcimonie une confrontation directe.

Conclusion

Le programme nucléaire iranien illustre les limites structurelles d'une dissuasion autonome pour un État de second rang. La prolifération ne produit de stabilité que si elle s'inscrit dans un contexte d'équilibre reconnu et de protection par les grandes puissances. Sans cela, elle peut accroître les risques de conflit et d'escalade.

Pour la République islamique, le nucléaire n'a jamais été un bouclier protecteur. Il s'est révélé être un compte à rebours vers la crise, un investissement colossal qui a affaibli le pays et accru sa vulnérabilité. Les théories classiques de la dissuasion et de la prolifération confirment que la sécurité ne se décrète pas : elle se construit dans un système d'équilibres et de protections que le régime de mollahs n'a jamais pu atteindre•

Pahlavi fait à nouveau appel à une intervention militaire de Trump



Reza Pahlavi avec Premier ministre Israélien Benjamin Netanyahu et Gila Gamliel, ministre israélien des renseignements, 17 avril 2023, Tel Aviv.

Le 14 février s'est tenu à Munich la conférence annuelle sur la sécurité (MSC). Reza Pahlavi, fils du dernier monarque iranien, y a sollicité à nouveau l'intervention militaire du président américain Donald Trump pour renverser la République islamique. A cette occasion a eu lieu à Munich un grand rassemblement d'opposant.es au régime iranien. Parallèlement, Washington participait à un nouveau cycle de négociations nucléaires avec Téhéran.

Dans son discours prononcé à Munich le 14 février, Pahlavi a exhorté le président américain à « aider » les Iraniens à renverser la République islamique.

- Il a déclaré au président Trump : « le peuple iranien vous a entendu dire que de l'aide était en route, et il a foi en vous. Aidez-les », faisant référence au message publié par Trump le 13 janvier sur Truth Social, dans lequel il exhortait les Iraniens à continuer de manifester et assurait que l'« aide américaine était en route ».

- Pahlavi a ajouté que Trump pourrait aider les Iraniens à « enterrer » l'establishment clérical au pouvoir, et a insisté sur le fait qu'« il est temps de mettre fin à la République islamique ».

- À la fois lors de son discours et dans des interviews ultérieures accordées aux médias américains, Pahlavi a appelé à une intervention « humanitaire » pour renverser le gouvernement iranien.

S'adressant aux journalistes lors d'une séance de questions-réponses après son discours à la MSC, Pahlavi a eu un échange tendu avec Kasra Naji, correspondant principal de « BBC Persian ».

- Naji a souligné le souhait déclaré de Pahlavi de diriger la période de transition si la République islamique venait à tomber, en précisant que de nombreuses personnes, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Iran, ne soutiennent pas l'ancien prince héritier. Il a ensuite demandé pourquoi Pahlavi n'avait « pas réussi à unifier » les opposant.es à la République islamique.

(Lire la suite en page suivante) →

← (suite de la page précédente)

- Pahlavi a commencé sa réponse en disant à Naji : « C'est une question très typique que je m'attendais à recevoir de la part du réseau que vous représentez. » Il a évoqué ensuite les vidéos réalisées en Iran lors des manifestations de décembre 2025 à janvier 2026, où de nombreux manifestant.es scandaient son nom, et il a ajouté : « Avez-vous entendu prononcer d'autres noms? »
- Il convient de noter que Pahlavi a déclaré : « je ne crois pas que 100 % du peuple soit de mon côté ; bien sûr, j'ai des ennemis ». Il a cependant formulé sa réponse de manière à suggérer que celles et ceux qui ne le considèrent pas comme leur leader se répartissaient en trois catégories : les séparatistes ethniques, les réformistes restés fidèles à la République islamique, et les membres exilé.es de l'Organisation des Moudjahidines du peuple d'Iran (MEK).

Pahlavi, qui avait appelé les expatrié.es iranien.nes à se mobiliser contre la République islamique, a participé à l'importante manifestation organisée à Munich le 14 février.

- La police de la capitale bavaroise a indiqué qu'environ 250 000 personnes avaient participé au rassemblement, ce qui en fait l'un des plus grands rassemblements d'Iranien.nes en Europe.
- Sur les réseaux sociaux, certain.es ont contesté le chiffre annoncé par la police allemande, tandis que d'autres ont tenté de prouver qu'il était exact.



Les hésitations de Nasrin Sotoudeh

et qu'il est autant fasciste que Khamenei !

Nasrin Sotoudeh, avocate iranienne de premier plan et militante pour les droits humains, a également évoqué la possibilité d'une « intervention militaire humanitaire » en Iran face aux violations massives des droits de l'Homme — c'est-à-dire une action internationale pour protéger des civils — dans le contexte de la répression des protestations, et des massacres de manifestant.es par les autorités.

Il semble cependant qu'elle a par la suite nuancé ou clarifié ce point, en insistant surtout sur l'importance du cadre du droit international et de procédures collectives, plutôt que sur une intervention unilatérale. Elle a suggéré que toute action éventuelle devrait être menée sous l'égide d'organismes internationaux compétents plutôt que par des initiatives isolées.

Dans une interview accordée à l'hebdomadaire français « Le Point », et publiée le 14 février, Sotoudeh a déclaré avoir constaté que des Iranien.nes à l'intérieur du pays plaçaient leurs espoirs dans une intervention militaire menée par les États-Unis. Elle a ajouté que la Charte des Nations unies comportait des dispositions relatives aux interventions humanitaires.

Cependant, Sotoudeh a écrit le lendemain sur les réseaux sociaux qu'elle ne faisait pas confiance à la personne de Trump pour mener une attaque militaire contre l'Iran. Elle a ajouté que le président américain avait fait preuve d'indifférence face aux violations des droits humains en Iran •

Ni shah, Ni mollah

Non à la guerre impérialiste américain et au génocidaire Netanyahu

Vive la justice sociale, l'égalité et la liberté !

Des responsables du Pentagone affirment que l'attaque contre l'Iran relèverait d'un "ordre divin" que Donald Trump mettrait à exécution¹



Les médias internationaux tentent de justifier auprès de leur public laïc et libéral l'attaque contre l'Iran en présentant Téhéran comme un régime théocratique. Mais le Pentagone américain semble, lui aussi, recourir à un registre religieux. Selon certaines informations, de hauts gradés militaires auraient ordonné à leurs subordonnés d'expliquer aux soldats que cette guerre relève de la "volonté de Dieu" et que Donald Trump se serait engagé à en exécuter le dessein.

Comme l'explique le quotidien The Guardian, certains commandants militaires américains ont utilisé une rhétorique chrétienne extrémiste, évoquant la « fin du monde » biblique, pour justifier leur implication dans la guerre contre l'Iran. La Military Religious Freedom Foundation (MRFF), une organisation qui recense les cas de fondamentalisme religieux au sein des forces armées américaines, affirme avoir reçu plus de 200 plaintes émanant de militaires issues de toutes les branches de l'armée, notamment des United States Marine Corps, de la United States Air Force et de la United States Space Force. »

« L'un des plaignants, un sous-officier appartenant à une unité susceptible d'être déployée « à tout moment » pour participer à des opérations contre l'Iran, a confié à la Military Religious Freedom Foundation :

« Notre commandant nous a exhortés de dire à nos troupes que tout cela faisait partie du plan de Dieu. Il a même cité plusieurs passages du Livre de l'Apocalypse évoquant l'Armageddon et le retour imminent de Jésus-Christ. » Le sous-officier a ajouté : « Selon lui, le président Donald Trump aurait été investi par Jésus de la mission de déclencher l'Armageddon en Iran et d'annoncer son retour sur Terre. » La plainte a été déposée au nom de quinze soldats, dont onze chrétiens, un musulman et un juif. »

Le président de l'organisme de surveillance, Mike Weinstein, a souligné que ces signalements témoignent d'une montée de l'extrémisme chrétien au sein de l'armée. Selon lui, les plaignant.es « décrivent l'euphorie débridée de leurs commandants, qui perçoivent la guerre comme bénéficiant d'une sanction sacrée tirée des Écritures ».

(Lire la suite en page 17) →

¹ - <https://info-war.gr/i-epithesi-sto-iran-einai-entoli-toy-theo/>

Déclaration de Solidarité Socialiste avec les Travailleurs en Iran

Ni guerre impérialiste contre les peuples d'Iran !

Ni République islamique d'Iran !

Soutien aux luttes des peuples d'Iran pour la justice sociale, l'égalité et la liberté !

C'est aux peuples d'Iran de décider de leur avenir !

Les États-Unis et l'État d'Israël ont déclenché une nouvelle guerre au Moyen-Orient, dont nul ne peut aujourd'hui mesurer l'ampleur des conséquences dramatiques pour l'Iran et l'ensemble de la région.

La campagne de frappes lancée contre l'Iran est dévastatrice pour les populations civiles. Donald Trump et Benyamin Netanyahu annoncent déjà leur volonté de poursuivre les bombardements dans les jours à venir.

Ces attaques ont certes conduit à l'élimination de dirigeants de premier plan du régime dictatorial, dont le Guide Ali Khamenei et de hauts responsables des Gardiens de la révolution.

Le dictateur suprême a certes disparu, mais la dictature ne tombera pas sous les bombes. Les peuples d'Iran veulent pouvoir juger, eux-mêmes, leurs bourreaux responsables de plus de quarante-sept années de répression, de massacres et d'oppression.

L'histoire l'a montré : les guerres impérialistes n'ont jamais libéré les peuples. L'élimination physique de dictateurs comme Saddam Hussein ou Khadafi n'a pas libéré pour autant le peuple irakien ou lybien. Ce n'est d'ailleurs pas le but de Trump et de Netanyahu qui ne sont pas les alliés des peuples et des défenseurs de la liberté.

- Netanyahu porte la responsabilité du génocide à Gaza et des guerres répétées contre les peuples palestinien, libanais et syrien.
- Trump, quant à lui, accélère une politique impérialiste et belliciste visant à renforcer l'hégémonie des États-Unis et à imposer des dirigeants soumis à leurs intérêts.

Leur objectif n'est pas l'émancipation des peuples, mais la reconfiguration des rapports de force géopolitiques dans le monde et au Moyen-Orient, au service de leur ordre impérialiste, colonialiste et capitaliste.

De son côté, la République islamique d'Iran riposte en menaçant de fermer le détroit d'Ormuz, et en lançant des missiles contre Israël ainsi que contre des pays de la région abritant des bases militaires américaines.

Au-delà d'être meurtrière, cette nouvelle guerre fait peser des risques immenses sur les populations. La République islamique d'Iran va utiliser cette guerre pour accroître encore sa répression contre les secteurs en lutte en Iran. Le régime va prendre appui sur cette guerre pour imposer son récit sur les mobilisations populaires de janvier, expliquant que celles-ci étaient fomentées par Israël et les États-Unis.

Cette guerre fera passer au second plan le massacre massif commis par la République islamique d'Iran en janvier dernier. Cette guerre va mettre un coup d'arrêt momentané à la reprise des luttes que l'on voyait dans les universités notamment.

Ni les interventions militaires impérialistes ni la République islamique ne défendent les intérêts des peuples d'Iran. L'émancipation ne peut venir que des luttes menées par les peuples d'Iran.

La seule voie pour se libérer à la fois de l'emprise impérialiste, de la dictature des mollahs et des Gardiens de la révolution, de l'exploitation et des oppressions, réside dans l'organisation indépendante des travailleurs, des femmes, de la jeunesse et des minorités opprimées.

(Lire la suite en page 24) →

Lettre ouverte de Réza Shahabi adressée aux étudiant.es

Étudiant.es épris.es de liberté,

Quand j'entends vos voix s'élever dans les universités, quand votre cri « Femme, Vie, Liberté » se mêle à l'exigence de « justice et égalité », je reconnais en vous douleur qui nous unit tous et toutes.

Moi, comme tant de travailleur.euses à travers le pays, qui avons subi des années d'injustice, de



chômage, de vie chère, de licenciement, d'arrestation, d'emprisonnement, de menace et de répression, et qui avons lutté pour « le pain, le travail, le logement, la liberté », je sens aujourd'hui, dans le retentissement de vos slogans aux côtés des nôtres, l'espoir renaître dans nos cœurs.

Cette résonance n'est pas un hasard : elle est le fruit de nos expériences et de nos souffrances communes.

Si l'étudiant.es, le travailleur.euses et tous les opprimé.es se tiennent ensemble, aucune force ne pourra voler l'avenir du peuple.

La libération se trouve dans ce lien, dans cette union simple et déterminée contre le despotisme et l'exploitation, sans attendre d'aide militaire étrangère, sans se tourner vers des forces dominatrices et hostiles à la liberté.

En tant que travailleur, je suis à vos côtés :

Votre liberté est la nôtre,

Et notre émancipation est celle de tout le peuple.

Avec toute ma solidarité,

Reza Shahabi

Syndicaliste des autobus de Téhéran et sa région (VAHED)

24 février 2026

← (suite de la page 15)

Mais le fondamentalisme religieux ne se limite pas à l'armée ; il s'étend également au corps diplomatique. Le mois dernier, Mike Huckabee, ambassadeur des États-Unis en Israël, a déclaré lors d'un entretien avec le commentateur conservateur Tucker Carlson qu'il serait « acceptable » qu'Israël occupe « la quasi-totalité du Moyen-Orient », au motif que cette terre lui aurait été promise dans l'Ancien Testament. »

Dimanche 1^{er} Mars 2026, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a fait référence à la Torah en comparant l'Iran à un ancien ennemi biblique : les Amalécites, considérés dans la tradition juive comme l'incarnation du « mal absolu ». « Nous lisons dans le passage de la Torah de cette semaine : "Souvenez-vous de ce que les Amalécites vous ont fait." Nous nous souvenons — et nous agissons. »

Dans l'acte d'accusation déposé devant la Cour internationale de Justice à La Haye contre Israël, une précédente référence de Benjamin Netanyahu aux Amalécites est présentée comme un feu vert implicite donné à Tsahal pour engager le génocide des Palestiniens. •

Convoqué, détenu, battu : le témoignage d'un rappeur de 21 ans, depuis l'intérieur de l'Iran



Un rappeur de 21 ans témoigne : convoqué, détenu, battu et contraint à des aveux forcés après les manifestations de janvier. (Récits recueillis par Radio Zamaneh¹, publiés en anglais le 5 février 2026 ; traduction-édition rédaction d'Echo d'Iran)

Un jeune compositeur et rappeur originaire d'Astara a livré un témoignage écrit détaillé sur sa participation aux manifestations nationales de janvier en Iran, ainsi que sur les épreuves subies par la suite en détention.

Amirmohammad Rajabi, 21 ans, est parolier, compositeur et interprète de rap, connu sous le nom de « Bangard ». Il est également ouvrier du bâtiment à Astara, dans la province de Guilan. Il raconte sa participation aux manifestations et à la série d'événements qu'il a subis par la suite.

Selon son témoignage, il a participé aux rassemblements de protestation à Astara les mercredi 7, jeudi 8 et vendredi 9 janvier 2026. Il affirme que le mercredi 7, un rassemblement devant la préfecture a été dispersé à l'aide de gaz lacrymogène. Le jeudi 8, les forces de sécurité auraient tiré des projectiles à plomb sur les manifestant.es, causant de nombreuses blessures. Le vendredi 9, contrairement aux jours précédents, aucune force du Basij (milices du régime) ni de la police n'était présente. Ce seraient les forces du Corps des Gardiens de la Révolution islamique (CGRI/IRGC),¹ qui seraient intervenues et auraient tiré à balles réelles sur les manifestant.es, entraînant plusieurs mort.es et de nombreuses arrestations.

Convocation et arrestation

Amirmohammad Rajabi affirme que le mardi 20 janvier 2026, il a reçu un appel provenant d'un numéro affiché comme « numéro privé ». L'interlocuteur s'est présenté comme un agent du Ministère du renseignement iranien. Il lui a demandé de se présenter à 13 h pour « un entretien officiel », en lui assurant qu'il pourrait ensuite rentrer chez lui. Rajabi explique avoir fait confiance à cette promesse et s'être rendu au lieu indiqué.

À son arrivée, il raconte que les agents ont confisqué tous ses effets personnels et l'ont soumis à une fouille corporelle approfondie. Il a été immédiatement menotté puis conduit dans une petite pièce où, selon lui, des canapés à hauts dossiers — qu'il décrit comme « de style royal » — étaient disposés tout autour de la salle. Il précise également que des portraits des Guides Ruhollah Khomeini et Ali Khamenei, ainsi que le drapeau de la République islamique, étaient accrochés aux murs.

1 - <https://en.radiozamaneh.com/37742/>

← (suite de la page précédente) Dans cette pièce, explique-t-il, on lui a ordonné de s'asseoir étaient accrochés aux murs. Dans cette pièce, explique-t-il, on lui a ordonné de s'asseoir sur un banc d'écolier, face au mur, sans ne se retourner ni regarder autour de lui.

Amirmohammad Rajabi raconte qu'en entendant la porte s'ouvrir, il a instinctivement tourné la tête — et a été violemment frappé au visage. Le coup, affirme-t-il, lui aurait démis la mâchoire et provoqué une douleur si intense qu'il ne pouvait plus parler. Malgré cela, il dit qu'on lui a exigé de s'exprimer et que, incapable de répondre, il a été insulté et soumis à des pressions supplémentaires.

Interrogatoire, violences et pressions pour avouer

Par la suite, explique Amirmohammad Rajabi, un formulaire destiné à consigner ses informations personnelles a été placé devant lui, qu'il l'a rempli. Les agents lui ont ensuite ordonné de rédiger en détail où il s'était trouvé et ce qu'il avait fait le mercredi, le jeudi et le vendredi. Rajabi affirme avoir relaté l'ensemble des faits tels qu'ils s'étaient réellement déroulés.

Il ajoute que les interrogateurs ont ensuite évoqué un appel provenant d'un numéro commençant par 0991, reçu le vendredi soir, affirmant que l'interlocuteur avait été « touché par des balles à plomb ». Amirmohammad Rajabi confirme que l'appel venait de l'un de ses amis, mais précise que, lors de l'interrogatoire, il avait refusé d'identifier la personne, gardant secret son nom et son adresse, et niant même l'existence de l'appel.

Selon son témoignage, après ce refus, un agent l'a saisi par l'arrière, par le col de sa veste et l'a traîné en faisant en sorte que sa tête heurte le sol. Il a ensuite été menotté, les yeux bandés, et conduit dans une autre pièce. Là, raconte-t-il, un deuxième agent était présent et, après avoir entendu le rapport de l'interrogateur, a déclaré : « Jetez-le au centre de détention — il se souviendra de tout. »

Rajabi raconte avoir été détenu pendant quatre jours et frappé chaque jour. Il souligne que, malgré les pressions physiques et psychologiques, il a refusé de fournir des informations.

Il explique que les interrogateurs l'ont menacé, notamment en le mettant en garde contre une accusation de moharebeh — une infraction politico-religieuse iranienne, souvent traduite par « inimitié envers Dieu », historiquement utilisée pour des délits politiques ou sécuritaires graves et passible de la peine de mort. Ils ont répété des phrases telles que : « Tu sais quelle est ta peine ? L'exécution », et « Dis adieu à la vie, à ta mère et ton père ».

Il précise que les interrogateurs ont tenté de le contraindre à avouer des actes tels qu'incendier d'une banque, fabriquer des cocktails Molotov ou participer à des affrontements physiques avec les agents des forces sécuritaires.

Il raconte que ces accusations ont été rédigées devant lui par les interrogateurs, et qu'on lui a demandé de les signer. Chaque fois qu'il refusait, affirme-t-il, il recevait des gifles et des coups.

Il décrit également la nourriture en détention comme « extrêmement limitée », précisant qu'on ne lui fournissait qu'un seul repas par jour, au plus un morceau de pain Barbari de la taille de sa main.

Libération conditionnelle, famille tenue dans l'ignorance

Amirmohammad Rajabi a déclaré avoir été finalement libéré qu'après avoir été contraint de signer un engagement écrit promettant de « ne pas agir contre la République islamique », ainsi que coopérer avec les organes de sécurité et de police si cela lui était demandé. Il affirme avoir signé cet engagement « sous la contrainte », et avoir été libéré ensuite, après que ses effets personnels lui aient été restitués.

Il insiste sur le fait que, pendant toute sa détention, il n'a pas été autorisé à contacter sa famille, qui n'avait aucune information sur son état. Il raconte qu'après sa libération, il a appris que ses parents et ses amis se rendaient quotidiennement au bureau du Ministère du renseignement, mais que les responsables niaient sa détention et même sa présence sur place•

Déclaration de la Fédération américaine des enseignant.es (AFT)**EN SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE D'IRAN**

L'AFT (American Federation of Teachers), un syndicat professionnel des Etats-Unis représentant 1,8 million d'enseignant.es, d'infirmiers.es, de travailleurs/euses de la santé et d'employé.es publics, élève sa voix collective en soutien au peuple iranien, qui lutte courageusement dans les rues de son pays pour la liberté, la justice et les droits humains fondamentaux, et affronte avec bravoure un régime autoritaire et théocratique.

Alors que nous assistons à la répression brutale infligée par ce régime aux syndicalistes et au peuple d'Iran, nous soutenons l'appel sincère du Conseil de coordination des associations syndicales d'enseignant.es iranien.nes pour : la reconnaissance d'un droit légitime de manifester ; la fin immédiate de la violence d'État contre les manifestant.es et la libération de ceux/celles qui ont été arrêté.es et détenu.es ; la mise en œuvre de politiques visant à remédier aux conditions économiques et politiques à l'origine des manifestations : pauvreté intense, chômage généralisé, inflation galopante et corruption gouvernementale omniprésente.

Comme tous les peuples, les Iranien.nes ont le droit démocratique à l'autodétermination, libre de toute influence ou contrôle étranger. L'AFT s'oppose à toute intervention militaire des États-Unis ou autres puissances étrangères ; une invasion ne pourrait que renforcer la cause des théocrates autoritaires au sein de l'État iranien, et retarder le jour où les Iranien.nes seront enfin libres et capables de se gouverner eux/elles-mêmes.

Les manifestations dans les rues d'Iran sont le résultat d'années de négligence, de difficultés et de souffrances, que l'on doit imputer aux dirigeants du pays, et à leurs politiques égoïstes visant à l'enrichissement personnel. Ce régime a répondu aux protestations par une violence des plus horribles. Ses forces ont tiré directement et sans avertissement sur des manifestations pacifiques, massacrant manifestant.es et passant.es. Les organisations internationales de défense des droits humains signalent que le nombre de victimes civiles ne se compte pas par centaines, mais par dizaines de milliers. Pour faciliter ses massacres de manifestant.es, le régime a cherché à restreindre la communication et à limiter le flux d'informations en instaurant une quasi-coupure totale d'internet. Les tueries et la négation des droits humains fondamentaux doivent cesser immédiatement.

Les syndicats d'enseignant.es iranien.nes participent activement aux manifestations actuelles, et de nombreux membres et dirigeant.es ont été incarcéré.es dans les prisons les plus tristement célèbres d'Iran. En conséquence, des centaines d'enseignant.es ont été harcelé.es et interrogé.es sur des accusations infondées et fausses ; des centaines d'autres ont subi des réductions de salaire, ont été suspendu.es de leur travail, contraint.es de prendre leur retraite ou purement et simplement licencié.es.

Abdollah Rezaei — enseignant à la retraite, membre du conseil d'administration du CCITTA¹ et secrétaire général de l'Association des enseignants de Harsin — (Lire la suite en page suivante) →

1 - CCITTA : Conseil de coordination des associations syndicales des enseignant.es d'Iran

← (suite de la page précédente) est un syndicaliste enseignant Iranien qui a été victime de cette répression. Rezaei a été arrêté par les autorités iraniennes lors des manifestations dans la province de Kermanshah, et transféré dans un lieu tenu secret, rejoignant des dizaines d'autres syndicalistes emprisonné.es. L'AFT exige la libération immédiate de Rezaei, ainsi que celle de tous les syndicalistes détenu.es.

Alors que le peuple iranien proteste contre la répression de son propre régime, il doit également faire face à la menace de guerre venant du président Trump. Sans même consulter le Congrès, ni obtenir l'autorisation requise par la Constitution et la législation américaines, Trump s'est livré à une gesticulation militaire irresponsable à l'égard du régime iranien. Cette posture laisse les Iranien.nes — dont des millions ont protesté contre le régime actuel — pris en étau entre une répression violente dans leur propre pays et la menace de mort venue de missiles étrangers. Au moment même où Trump menaçait de se lancer dans une guerre, le gouvernement américain expulsait des familles iraniennes ayant fui le régime en place, y compris un couple homosexuel qui risque en Iran la persécution, voire pire. Le gouvernement des États-Unis doit offrir refuge et soutien aux citoyen.nes iranien.nes et à la société civile — et non des bombes.

L'AFT se tient aux côtés du Conseil de coordination des associations syndicales des enseignant.es d'Iran (CCITTA), et de tous/toutes les Iranien.nes issu.es des différents secteurs de la société, qui résistent courageusement à la répression actuelle. Le peuple iranien, et lui seul, a le droit de déterminer son avenir. Sa lutte pour les droits humains, les droits des travailleurs/euses, et pour une société démocratique et juste est aussi la nôtre.

L'AFT travaillera avec l'Internationale de l'Education, l'Internationale des services publics, ses alliés syndicaux internationaux et les organisations locales de la société civile iranienne afin d'exprimer sa solidarité envers les éducateurs/trices et les syndicalistes d'Iran •

Le Conseil exécutif de la Fédération américaine des enseignant.es (AFT)

18 février 2026

Frappe chirurgicale



L'école de filles de Minab, quelques instants après le bombardement américain qui a tué 185 écolières

Quand l'indécence dépasse les bornes



Les responsables iraniens ont organisé des cérémonies pour commémorer le quarantième jour du décès de milliers de personnes lors des confrontations du mois dernier, et le boucher suprême de la République islamique, l'ayatollah Ali Khamenei, a qualifié les victimes de "martyrs".

Ces événements semblent avoir été organisés dans le but de contrôler le récit concernant la répression des manifestations anti-gouvernementales. Et cela d'autant plus que ce quarantième jour a été utilisé dans le passé par les opposant.es comme une occasion de mobilisation. Il est significatif que ces cérémonies officielles aient été organisée en même temps que des rassemblements non officiels lors desquels des participant.es en deuil ont scandé des slogans contre le régime, et ont subi des interventions sécuritaires. Les cérémonies de deuil organisées par l'État se sont tenues les 17 et 18 février à Téhéran et à Machhad, pour commémorer le quarantième jour du décès des personnes tuées lors des manifestations les plus intenses en janvier.

La télévision d'État a diffusé ces cérémonies en direct et a annoncé dans son bandeau d'informations que l'événement avait été organisé en l'honneur des "victimes du terrorisme du pseudo-coup d'État américano-sioniste". Le président Masoud Pezeshkian a assisté à la cérémonie de Machhad. Mohammad Reza Aref, le premier vice-président, et plusieurs autres membres du gouvernement ont participé à celle de Téhéran.

Parallèlement aux cérémonies officielles, des vidéos vérifiées par des agences de presse montrent des rassemblements non officiels dans plusieurs villes pendant lesquels, selon des rapports, des participant.es en deuil ont scandé des slogans anti-gouvernementaux.

À Abdanan, une ville de la province d'Illam qui a été le théâtre de vastes manifestations le mois dernier, une foule a été aperçue portant des fleurs et des images commémoratives d'un adolescent tué à Téhéran en janvier, et scandant le slogan "Mort à Khamenei".

À Machhad et au cimetière Behesht-e Zahra de Téhéran, des participant.es en deuil ont également lancé des slogans de protestation de manière similaire. Des rapports font également état d'actes de répression en réponse à ces nouvelles expressions publiques de contestation.

Le 17 février, des médias d'opposition basés à l'étranger ont rapporté que les forces de sécurité ont fait irruption dans le village de Chenar dans la banlieue d'Asadabad (province d'Hamedan), mobilisant des dizaines de véhicules blindés pour arrêter des centaines d'habitant.es.

À Abdanan, certain.es activistes ont affirmé que "les forces gouvernementales ont attaqué les participant.es en deuil avec des véhicules blindés et des agents armés" et "ont ouvert le feu sur la population", ce qui, selon les rapports, a entraîné des mort.es et des blessé.es. Les médias d'État ont démenti ces informations•

Appel du Conseil de coordination des organisations professionnelles des enseignant.es d'Iran

« Pour les bancs vides, pour les rêves inachevés »

Objet : Annonce d'un deuil public et de la fermeture des écoles (grève), le mercredi 18 février 2026

Plus de deux cent trente enfants et adolescent.es ;

Plus de deux cent trente rêves inachevés ;

Plus de deux cent trente bancs vides.

Chaque banc vide est une blessure profonde dans la conscience de la société.

La place d'une main qui aurait dû se lever pour répondre,

La place d'un rire qui aurait dû remplir la récréation,

Et la place d'un cahier qui aurait dû se remplir d'exercices et de rêves, est désormais froide et vide.

À côté de ces bancs, il y a la place vide des enseignant.es dont le seul « crime » était d'avoir

crié la douleur des élèves.

Des classes qui désormais n'ont ni élèves ni enseignant.es ; seulement un silence mortel qui hurle : « Où est la justice ? »

Ce n'étaient pas des chiffres.

Ils/elles avaient des noms, des familles, un avenir...

Lorsqu'un.e enfant est tué.e, la société ne se contente pas de porter le deuil ; c'est son avenir qui est fusillé.

Depuis des années, nous sommes témoins de la fermeture des écoles sous divers prétextes : la pollution de l'air, le manque de gaz, ou d'autres crises.

Mais nous posons cette question à toutes les consciences éveillées :

La vie des enfants est-elle moins importante que la pollution de l'air ?

La défense de la sécurité et de la dignité des élèves n'est-elle pas la priorité la plus urgente aujourd'hui ?

L'école devrait être le refuge le plus sûr de cette terre.

Si l'élève n'est pas en sécurité dans la rue, et si l'école, au lieu d'être un lieu d'apprentissage, est devenue un lieu de détention, alors notre silence ne fait qu'approfondir cette tragédie.

Nous, enseignant.es d'Iran, ne pouvons pas normaliser cela.

Nous ne devons pas permettre que les noms soient transformés en chiffres, ni que les chiffres soient voués à l'oubli.

Défendre l'école, c'est défendre l'avenir.

Le droit à la vie prime sur toute autre considération.



(Lire la suite en page suivante) →

← (suite de la page précédente)

Le Conseil de coordination des associations professionnelles des enseignant.es d'Iran, tout en rendant hommage à la mémoire des victimes de la répression des manifestations du mois de janvier, y compris les centaines d'élèves et d'enseignant.es dont le sang a été injustement versé, déclare que...

1. Nous invitons tous et toutes les collègues du secteur éducatif à s'abstenir d'assister aux cours, tant dans les écoles que dans les services administratifs, le mercredi 18 février, en signe de deuil et de protestation, en observant une grève.
2. Nous demandons aux parents d'élèves, responsables et conscients, de s'abstenir d'envoyer leurs enfants à l'école ce jour-là, afin de préserver leur sécurité et d'exprimer leur solidarité avec les familles endeuillées.
3. Nous invitons également l'ensemble des enseignant.es et des honorables citoyen-nés, à participer, dans la mesure du possible, à la cérémonie du quarantième jour en mémoire de ces êtres chers et des enfants disparu.es, et à apporter un peu de réconfort aux familles endeuillées•

Nous ne normaliserons pas les bancs vides.

Nous n'acceptons pas l'oubli.

Nous ferons de l'école un lieu de mobilisation pour la défense du droit à la vie.

Conseil de coordination des associations professionnelles des enseignant.es d'Iran

16 février 2026

Les médias, c'est vous. Merci de partager avec vos ami.es.

Canal « Défi syndical des enseignant.es d'Iran »

Un canal dédié à la couverture des actions syndicales des enseignant.es et des syndicalistes, ainsi qu'à la sensibilisation du public.

← (suite de la page 16) **La déclaration de Solidarité Socialiste**

Nous soutenons le renforcement des mobilisations populaires qui visent à renverser la République islamique et à ouvrir la voie à une société fondée sur la justice sociale, l'égalité réelle et la liberté.

Les courants réactionnaires, en particulier monarchistes, soutiennent l'intervention de Trump et de Netanyahu dans l'espoir de revenir au pouvoir grâce à cette guerre criminelle. Ils bénéficient du relais des médias dominants pour promouvoir Reza Pahlavi comme alternative politique.

Leur projet est en totale contradiction avec les aspirations démocratiques et sociales des peuples d'Iran. Reza Pahlavi n'a jamais rompu avec l'héritage dictatorial de la monarchie de son père. Son orientation pro-impérialiste, pro-sioniste, ultralibérale et autoritaire ne saurait représenter les travailleurs/euses, les femmes, la jeunesse et les minorités nationales.

La société iranienne lutte depuis des années pour en finir avec la République islamique. Elle se bat pour la justice sociale, l'égalité, la liberté et le droit à l'autodétermination. Ces aspirations sont incompatibles avec toute restauration monarchique et avec le retour des anciennes "élites" renversées en 1979.

Nous réaffirmons notre solidarité pleine et entière avec toutes celles et ceux qui, en Iran, luttent pour renverser le régime islamique et construire par en bas une société démocratique, égalitaire et libre•

Arrêt immédiat de la guerre impérialiste !

À bas la République islamique d'Iran !

Solidarité avec les travailleurs/euses, les femmes, la jeunesse et les peuples d'Iran.

Vive la justice sociale, l'égalité et la liberté !

Le 1^{er} mars 2026

Déclaration du Syndicat des travailleur.euses de Vahed, la Compagnie de bus de Téhéran et de sa banlieue, en soutien aux manifestations nationales des étudiant.es



Au troisième jour des manifestations nationales, des étudiant.es, de nombreuses universités — notamment à Téhéran, l'Université industrielle Sharif, l'Université Shahid Beheshti, l'Université des sciences et de la technologie d'Iran, l'Université industrielle Amirkabir, l'Université de Téhéran, l'Université d'art d'Iran, ainsi que l'Université Ferdowsi de Machhad — ont exprimé leur opposition au régime en organisant des rassemblements. Ils/elles ont rendu hommage aux victimes du soulèvement du mois de Dey (janvier) et ont formulé leurs revendications.

Selon plusieurs rapports, des forces Bassidj (milice) ainsi que des unités spéciales auraient été déployées dans certaines de ces universités, où des violences contre des étudiant.es ont également été signalées. À ce stade, aucun bilan précis du nombre de blessés ou d'arrestations n'a été communiqué.

La responsabilité de toute atteinte à la sécurité et à l'intégrité des étudiant.es incombe aux forces policières qui, au lieu de répondre de leurs actes, privilégient une approche strictement sécuritaire.

Le Syndicat Vahed a exprimé sa solidarité avec les mobilisations étudiantes contre la répression, ainsi que pour la liberté et l'égalité. Il insiste sur la nécessité de mettre un terme aux violences policières dans les universités, de libérer les étudiant.es arrêté.es et de reconnaître pleinement leur droit de se rassembler et d'exprimer des revendications. Il appelle en outre à garantir la sécurité, l'intégrité et la dignité des étudiant.es au sein des établissements d'enseignement.

Au cours des dernières années, le mouvement étudiant et le mouvement ouvrier ont, à maintes reprises, mis en avant des revendications communes, telles que la justice sociale, le droit à une organisation indépendante, la liberté d'expression, ainsi que la lutte contre la répression exercée par le pouvoir.

Le syndicat met l'accent sur le renforcement des liens de solidarité entre le monde du travail et les universités, ainsi que sur la poursuite de la tradition historique d'entraide entre ouvrier.es et étudiant.es au sein des mouvements sociaux d'Iran.

Il réaffirme également la nécessité de défendre l'indépendance des organisations étudiantes et ouvrières à l'égard de l'État, des institutions gouvernementales et de toute forme de despotisme, d'autoritarisme ou de totalitarisme•

Travailleur/euses, étudiant.es, unité, unité !

L'étudiant.e emprisonné.e doit être libéré.e !

Le prisonnier.e politique doit être libéré.e !

Ni répression, ni oppression, seulement la liberté et l'égalité !

La solution pour les travailleurs, les travailleuses et le peuple réside dans l'unité et l'organisation !

Solidarité avec les peuples d'Iran en lutte pour la justice sociale, l'égalité et la liberté



Une fois de plus, la République islamique d'Iran a noyé dans le sang le soulèvement populaire massif déclenché le 28 décembre 2025.

À partir du 8 janvier et pendant plus de dix jours, le régime a imposé une coupure quasi totale des communications et d'internet afin de mener l'une des répressions les plus violentes de son histoire.

De Téhéran aux villes des provinces du Lorestan et de l'Illam, où vivent notamment des minorités kurdes et lor, les Gardiens de la Révolution et les milices du régime ont massacré les manifestant·es à l'aide d'armes lourdes. Des blessé·es ont été achevé·es dans les hôpitaux, d'autres kidnappé·es et transféré·es vers des centres de détention.

Malgré le black-out, des vidéos ont circulé montrant des familles tentant d'identifier leurs proches dans des morgues improvisées débordant de sacs mortuaires.

Les corps sont parfois restitués contre des aveux forcés, des cautions exorbitantes et sous la menace.

Des fosses communes ont été creusées à la hâte pour dissimuler l'ampleur du massacre.

De nombreuses familles sont toujours sans nouvelles de leurs disparu·es.

Selon Mai Sato, rapporteuse spéciale de l'ONU sur l'Iran, le bilan ferait état de « dizaines de milliers de victimes ». L'organisation Human Rights Activists News Agency (HRANA) recense au moins 41 283 arrestations, certains chiffres évoquant plus de 100 000 personnes arrêtées.

L'absence de commission d'enquête indépendante empêche tout bilan précis. Le chef du pouvoir judiciaire iranien a annoncé une justice expéditive, menaçant les détenu·es de la peine capitale. L'ensemble des détenu·es subissent des maltraitements et la torture.

Pourtant, des mobilisations ont toujours lieu. Les cérémonies de deuil se transforment en actes de protestation. Dans de nombreuses universités, les étudiant·es boycottent les examens et exigent la libération de leurs camarades emprisonné·es.

Des travailleur·euses de la métallurgie et de la pétrochimie ont publié des communiqués de solidarité avec les familles endeuillées et dénoncé la violence du pouvoir.

De son côté, le Conseil de coordination des syndicats du corps enseignant d'Iran a appelé à la fermeture des établissements scolaires le mercredi 18 février, cela en mémoire des élèves assassiné·es par le pouvoir, et en signe de solidarité avec leurs proches.

Malgré la douleur, la colère est profonde et les braises de la contestation incandescentes. L'hyperinflation s'est encore aggravée depuis décembre, et la dictature a une nouvelle fois révélé son vrai visage. Depuis 2017, l'Iran a connu cinq soulèvements majeurs, témoignant du rejet massif d'un régime au pouvoir depuis 47 ans. Confronté à des crises multiples et profondes, le pouvoir ne tient plus que par la terreur.

Dans ce contexte, Donald Trump a décidé de déployer une armada dans le golfe Persique, brandissant la menace d'une intervention militaire pour arracher des concessions dans le cadre de nouvelles négociations. Une posture guidée par des intérêts économiques et géopolitiques, sans considération pour les aspirations sociales et démocratiques de la population. (*Lire la suite en page suivante*) →

← (suite de la page précédente)

Dans le même temps, la diaspora iranienne est le théâtre d'une offensive des monarchistes, largement relayée par les médias dominants, autour de Reza Pahlavi et de son « Iran Prosperity Project », se présentant comme une alternative à la République islamique.

Ce programme autoritaire et ultralibéral est en totale contradiction avec les revendications sociales et démocratiques portées par la jeunesse, les femmes, les travailleur.euses et les minorités nationales, qui ne veulent ni de la République islamique, ni d'un retour au passé. Ils et elles luttent pour la justice sociale, l'égalité, la liberté et le droit à l'autodétermination.

Nos organisations rejettent toute intervention militaire extérieure qui ne ferait qu'ajouter des destructions, de la souffrance et de nouvelles pertes civiles. L'émancipation des peuples d'Iran ne peut venir que de l'intérieur du pays.

Nous refusons que les espoirs et les combats des peuples d'Iran soient instrumentalisés et sacrifiés au nom de la realpolitik.

Nous nous engageons aux côtés des militant.es de la diaspora qui cherchent à faire entendre les voix de celles et ceux qui luttent en Iran pour en finir avec la République islamique d'Iran, pour la justice sociale, l'égalité et la liberté.

Nous exigeons :

- **La fin immédiate de la répression ;**
- **La libération de toutes les personnes détenues pour avoir exercé leurs droits fondamentaux ;**
- **L'arrêt immédiat des exécutions et l'abolition de la peine de mort ?**
- **La liberté d'organisation et de manifestation ;**
- **L'instauration de sanctions internationales contre les dirigeants iraniens et leurs familles ;**
- **La levée des sanctions économiques et politiques dirigées contre la population.**

Paris, le 23 février 2026

Pluies acides, répliques d'une explosion pétrolière, l'explosion nocturne qui a embrasé le ciel de Téhéran et plongé la ville dans l'obscurité



Paris se mobilise contre la guerre au Moyen-Orient



Alors que les États-Unis et Israël bombardent l'Iran depuis samedi 28 février, et qu'une invasion terrestre du Liban est désormais lancée, la France leur emboîte le pas et déploie ses moyens militaires tout en continuant d'armer les attaquants.

La coalition « Guerre à la guerre » appelle à la mobilisation contre l'escalade guerrière au Moyen-Orient qui s'accélère d'heure en heure.

Le vendredi soir 6 mars 2026, un rassemblement a lieu à Paris, Place de la République. Il a rassemblé :

- une large diversité de collectifs iraniens, kurdes, féministes-queer, de gauche,
- des organisations syndicales françaises,
- de nombreuses organisations de défense des droits humains.

Les principaux partis de gauche français ont soutenu l'appel à la mobilisation et y ont pris part. SSTI a participé activement à ce rassemblement.

L'intervention de représentante de SSTI

Une nouvelle guerre dévastatrice a commencé au Moyen-Orient avec les bombardements israélo-américains contre l'Iran. Une fois encore, les marchands de mort ont mis le Moyen-Orient à feu et à sang — et nous connaissons trop bien ce scénario. Nous l'avons vu en Irak. Nous l'avons vu en Libye. Nous l'avons vu en Afghanistan. Nous avons vu aussi les génocidaires de Gaza à l'œuvre, eux qui, en Palestine, au Liban et en Syrie, ont semé la mort, le chaos et des souffrances inouïes. Et cette fois encore, ce sont les peuples qui paieront le prix de cette nouvelle guerre.

Cette guerre n'a commencé qu'il y a une semaine à peine. Et déjà son visage apparaît dans toute sa brutalité.

Dès les premières heures de cette sale guerre, les premières victimes — plus de cent petites filles, écolières, tuées dans leurs classes — ont révélé la barbarie de ces frappes. Puis, des quartiers entiers ont été transformés en champs de ruines ; des écoles et des hôpitaux ont été pris pour cibles ; des civils ont été frappés ; des infrastructures ont été détruites et des familles contraintes de fuir leurs maisons et leurs villes.

(Lire la suite en page suivante) →

← (suite de la page précédente)

Des témoins racontent : dans ces villes dépourvues d'abris antiaériens et de sirènes, les rues vides et glaciales tremblent au rythme des explosions

Les patrouilles de sécurité y rôdent, observent et menacent les habitant.es contraint.es de sortir dans les rues. Car la République islamique d'Iran se dresse aussi contre un autre adversaire : les peuples d'Iran — des peuples réprimés, pris en étau entre les agresseurs étrangers et l'oppression de l'État.

Dire **NON à la guerre**, c'est dire non aux impérialistes agresseurs, mais aussi non à la République islamique, qui a sa part de responsabilité dans cette épouvante. Refuser l'impérialisme américain et le colonialisme israélien ne signifie pas fermer les yeux sur la nature du régime iranien. Et ce point est essentiel : la République islamique d'Iran n'est pas la Résistance. C'est une dictature.

Depuis près de cinquante ans, ce régime se maintient par la répression, la peur et la violence. Les prisons sont pleines de syndicalistes, de journalistes, de femmes, d'étudiant.e.s et d'opposant.e.s politiques. Chaque fois que la société se mobilise pour réclamer la justice sociale, la liberté et la dignité, la réponse est la même : matraques, balles, arrestations et exécutions. La répression de la mobilisation populaire de janvier dernier s'est soldée par des dizaines de milliers de victimes.

Aujourd'hui, la guerre offre à ce régime un prétexte supplémentaire pour renforcer la répression et tenter de faire taire toute contestation au nom de l'« unité nationale ». Oui, cette guerre écrase aussi les mouvements sociaux qui luttent pour le changement en Iran. En détruisant les infrastructures qui permettent à la société de vivre, elle plonge une population entière dans davantage de pauvreté, d'insécurité et de peur.

Dans ce contexte, certains veulent profiter du chaos pour revenir au pouvoir grâce à l'intervention militaire étrangère. Les monarchistes, renversés il y a près d'un demi-siècle, rêvent de reconstruire leur empire sur les ruines du pays, sur la souffrance des peuples qu'ils utilisent comme marchepied. Ils remercient Trump et Netanyahu d'avoir bombardé le pays et ses infrastructures — et en demandent davantage.

D'autres, notamment dans certaines zones frontalières, comme le Kurdistan, pourraient être tenté.es de collaborer avec les États-Unis et Israël, qui veulent se servir d'eux/elles comme forces terrestres dans cette guerre.

Mais, face à ces réactionnaires et opportunistes drapé.es dans les habits de l'opposition, la société a déjà montré qu'elle possédait sa propre force.

Ce sont les travailleuses et travailleurs qui luttent pour la justice sociale. Ce sont les femmes et les minorités qui défient leurs oppresseurs. C'est la jeunesse qui se lève pour la liberté. Ce sont les habitant.es qui s'organisent dans les quartiers et les villes. Ce sont les peuples qui cherchent à reprendre leur destin en main.

C'est de cette force sociale vivante que peut naître une véritable transformation. La liberté, la justice sociale et l'égalité ne peuvent venir que d'en bas, de la mobilisation collective des opprimés.e.s.

Cette guerre va frontalement à l'encontre de toutes ces aspirations •

- **Non à la guerre.**
- **Non aux impérialistes et à leurs supplétifs iraniens déguisés en opposition.**
- **Non à la République islamique.**
- **Oui à la solidarité avec les peuples d'Iran, du Liban, de la Palestine et de tout le Moyen-Orient pris dans l'engrenage des guerres impérialistes. Oui à la solidarité avec les forces sociales qui se battent pour la vie, pour la justice, pour une société libre et égalitaire.**
- **Ni guerre impérialiste.**
- **Ni dictature.**

Manifestation à Paris pour protester contre les frappes israélo-américaines¹

Rassemblés place de la République à Paris, les manifestants condamnent à la fois les frappes israélo-américaines contre l'Iran, jugées illégales, et la répression du régime iranien, tout en insistant sur la nécessité d'un changement porté par le peuple iranien lui-même. (FR3 Paris Île-de-France, 1^{er} mars)

Plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées dimanche après-midi place de la République à Paris pour protester contre les frappes israélo-américaines contre l'Iran, contraires "au droit international", a constaté une journaliste de l'AFP.

"Nous sommes là pour condamner l'intervention israélienne et américaine contre la République islamique d'Iran et en même temps condamner la République islamique d'Iran qui n'a fait que provoquer des tensions au niveau international d'un côté et une répression féroce et un massacre sans nom contre deux soulèvements - il y a trois ans et maintenant", a déclaré à l'AFP Behrooz Farahany, 67 ans, Franco-Iranien arrivé en France en 1982.

"On est là pour dire que l'affaire de ce gouvernement est le fait de le renverser doit être fait par les iraniens et personne d'autre", a ajouté ce membre de l'association Solidarité socialiste avec les travailleurs en Iran. "On condamne cette guerre contraire au droit international."

"On est contre l'intervention de l'Amérique et d'Israël car ils viennent soi-disant pour libérer l'Iran mais par expérience, on ne sait jamais (...) s'ils viennent pour leur propre intérêt et qu'ils n'en n'ont rien à faire du peuple iranien", abonde Iradj Jamali, 74 ans, arrivé en 1985 avec sa femme et son fils, également présents au rassemblement.

"La mort d'(Ali) Khamenei ne change pas grand-chose, ça reste un régime totalitaire", estime-t-il. "Pour changer ce système, c'est le peuple iranien qui doit agir, il ne s'agit pas de tuer un ou deux chefs."

"J'ai un peu peur car je sais que derrière cette intervention, il y a un plan politique, il y a des monarchistes (...) dangereux pour le peuple iranien", souligne-t-il.

Au sujet du fils du Shah déchu, Reza Pahlavi, susceptible de jouer un rôle dans une éventuelle transition en Iran, Iradj Jamali juge : "C'est un dictateur qui part et un autre qui vient. Ça arrange Israël et les Américains mais pas le peuple iranien".

Même tonalité du côté de Batoul Arasteh, 75 ans, drapeau Femmes Vie Liberté à la main. Elle a des proches en Iran mais n'a plus aucune nouvelle depuis vendredi. Elle est en France depuis 45 ans et n'est jamais retournée en Iran.

"C'est le peuple iranien qui décide", selon elle. "Hier (samedi), 140 enfants ont été tués, c'est le peuple qui souffre", déplore cette manifestante, disant sa crainte que "l'Iran devienne comme la Syrie ou l'Irak"•

¹ [Ils viennent soi-disant pour libérer l'Iran mais par expérience, on ne sait jamais](#)

Chroniques des blessé.es de guerre de Téhéran



1 - Vers 5 h 30 ce matin, le ciel de Téhéran s'est déchiré. Les avions de chasse rugissaient comme des bêtes de métal, et les explosions frappaient le cœur de la ville. Quatre heures se sont écoulées, et pourtant mes mains tremblent encore ; le sommeil a fui, laissant place au frisson glacé de la peur. La guerre ne connaît ni pitié ni justice : elle ne laisse derrière elle que désolation et mémoire des vivants.

2 - La ville gardera à jamais l'empreinte de l'horreur de ce matin.

3 - Les pires instants de ces derniers jours se sont concentrés à deux moments précis : ce matin à 5 h 30 et, deux jours plus tôt, vers 16 h. Ce matin, Les explosions étaient si nombreuses que j'en ai perdu le compte ; il y a deux jours, j'ai entendu pour la première fois le sifflement aigu d'un missile avant l'impact — trois fois. J'ai cru qu'il allait s'écraser en plein cœur de la maison. Ce son résonne encore dans mes oreilles, comme un écho qui refuse de mourir.

4 — L'« intervention humanitaire » que vous appeliez de vos vœux nous a jetés dans le feu de la guerre, transformant nos jours et nos nuits en un tambourin infernal d'explosions. Tant de vies ont été brisées, tant de corps dispersés, tant de maisons effondrées... et vous, là-bas, à étranger, J'imagine que cela ne vous importe guère, vous continuez à sourire, insouciant. Allez donc danser.

5 — Téhéran en flammes, ses rues réduites en ruines par les bombardements que l'on voit ces jours-ci... Et la liberté, me demandez-vous ? Non, elle ne ressemble certainement pas à ce spectacle de désolation.

6 - Les bombardements et la violence ne sont pas seulement militaires. La guerre a ouvert la porte aux cambriolages, aux vols et aux règlements de comptes dans les quartiers déjà frappés. Les vies sont brisées, les biens détruits, et la peur règne dans chaque foyer.

7 - Mes compatriotes sont ensevelis sous les décombres, et nous ne pouvons que verser des larmes en tentant d'identifier les corps.

(Lire la suite en page suivante) →

← (suite de la page précédente)

Le monde regarde-t-il ? Ou se contente-t-il de compter des statistiques ?

8 - L'angoisse est omniprésente. Ni le jour ni la nuit ne nous apportent le repos ; ni le sommeil, ni la paix. Le travail est à l'arrêt, nos salaires sont menacés, nos infrastructures vacillent et la peur de manquer d'eau et d'électricité nous hante. Se connecter à Internet devient un exploit, et quand nous y parvenons, le flot de nouvelles ne fait qu'alourdir notre fardeau : destructions, menaces, décès.

9 - Ici, les satellites sont brouillés, et la télévision officielle peint un monde fictif de « paix totale », tandis que la réalité montre une ville bombardée, des biens détruits et 1 500 certificats de décès délivrés.

Pourtant, au milieu de ce chaos, la solidarité persiste. Les hôpitaux restent ouverts, chacun accueille les blessés. Les pompes à essence fonctionnent. L'eau minérale est rare, mais on en trouve. Ce matin, à 7 heures, je suis allé donner mon sang. J'ai vu des hommes et des femmes brisées par la peur, épuisés, mais prêts à sauver la vie de leurs concitoyens. La colère me submerge, mais aussi l'admiration pour leur courage.

Dans cette même ville, les patrouilles du Bassidj sèment la terreur, scandant des slogans et transformant les rues en un carnaval oppressant. Les files pour le pain sont interminables, les médicaments introuvables, et le gouvernement continue de mentir via ses médias, coupant même l'accès à Internet pour isoler la population.

L'économie est paralysée, le prix des denrées alimentaires a explosé. Nous devons déboursier une fortune tous les deux jours pour rester connectés et comprendre, peut-être, ce qui se passe à l'intérieur comme à l'extérieur de la ville. Nous sommes en pleine crise, en pleine guerre, et même le droit à l'information nous a été arraché. À bas un gouvernement dont le plus grand talent, au milieu des bombes et des missiles, est de continuer à mentir à son propre peuple.

La ville est un champ de ruines, la peur un compagnon constant, et pourtant, au milieu de ce désastre, la vie continue. La solidarité, le courage et la volonté de survivre des habitants de Téhéran sont les seuls feux qui illuminent ces jours sombres•

9 669 unités civiles endommagées lors des récentes frappes aériennes

Le 8 mars, le président du Croissant-Rouge iranien, se référant aux derniers rapports d'évaluation menés sur le terrain dans les zones touchées, a annoncé que, selon la synthèse des informations recueillies par les équipes d'évaluation et de secours, 9 669 unités civiles ont été endommagées au total lors de ces événements.

Parmi celles-ci, 7 943 sont des habitations et 1 617 des unités commerciales, ce qui a gravement affecté une part importante des moyens de subsistance ainsi que l'activité économique de la population.

Au cours de ces incidents, 32 centres pharmaceutiques et médicaux ainsi que 65 établissements scolaires et éducatifs ont également subi des dégâts.

En outre, 13 centres appartenant au Croissant-Rouge ont été endommagés.

Les frappes ont aussi touché les moyens d'intervention : 15 véhicules opérationnels, dont des véhicules de secours, ainsi que 13 ambulances du Croissant-Rouge et des services d'urgence, ont été endommagés.

Parmi les équipes de secours, sept secouristes ont été blessés dans plusieurs villes, notamment Téhéran, Mahabad et Khomein.

Enfin, le bilan humain est également lourd parmi les personnels de santé : onze membres du personnel médical ont perdu la vie, tandis que trente-trois autres employés du secteur de la santé ont été blessés.

Contre toute alliance avec Trump et Netanyahu !

Il est nécessaire et urgent d'évaluer la possible coopération d'une coalition de six partis kurdes iraniens¹ avec les armées américaine et israélienne. D'après les informations disponibles, cette coalition kurde envisagerait de se lancer prochainement dans des opérations terrestres contre le régime islamique en Iran.

L'alliance avec un ennemi qui bombarde et détruit les maisons de civils est inqualifiable. Et cela d'autant plus lorsque cette guerre est dirigée par deux néofascistes comme Trump, le mégalomane, et Netanyahu, le criminel de guerre recherché par la Cour pénale internationale de La Haye.

Ignorer les désastres des interventions militaires en Afghanistan, en Irak, en Libye, et en Syrie, est inqualifiable. Comment peut-on fermer les yeux sur de telles expériences ?

Si cette politique était mise en œuvre, elle donnerait carte blanche au régime islamique iranien pour détruire tout le Kurdistan, anéantissant ainsi des décennies d'avancées conquises par le peuple kurde

La libération des peuples d'Iran ne peut pas venir d'une intervention militaire étrangère, mais d'une lutte commune des peuples d'Iran.

Coopérer avec l'armada américano-israélienne ne peut que susciter l'hostilité envers les Kurdes du reste des populations vivant sur le territoire iranien. Cette action serait vécue comme un désastre politique et une tentative de division.

Une telle alliance donnerait crédit à l'accusation de « séparatisme » propagée contre les Kurdes par les nationalistes iraniens.

Elle ne pourrait par ailleurs que renforcer le discours des monarchistes pour justifier leur soutien éhonté à cette agression. Ils recourent notamment à la théorie raciste selon laquelle les minorités nationales sont composées d'arriérés, et que nous, les « Aryens », sommes forts de notre civilisation millénaire et nous prendrons facilement le contrôle de notre pays.

Une aide de certains partis kurdes à la croisade américano-israélienne aurait des conséquences néfastes pour la population et ces organisations.

Il en avait été ainsi lorsque les Moudjahidines du Peuple avaient combattu aux côtés de l'armée de Saddam Hussein pendant la guerre Iran-Irak (1980-1988).

Ce type d'alliance a déjà eu lieu dans la région, et à chaque fois cela s'est mal terminé pour les Kurdes.

« On se rappelle comment les Kurdes irakiens ont été poussés par les Américains à se rebeller contre Saddam Hussein en 1991, et comment ils les ont laissés se faire massacrer par la suite »

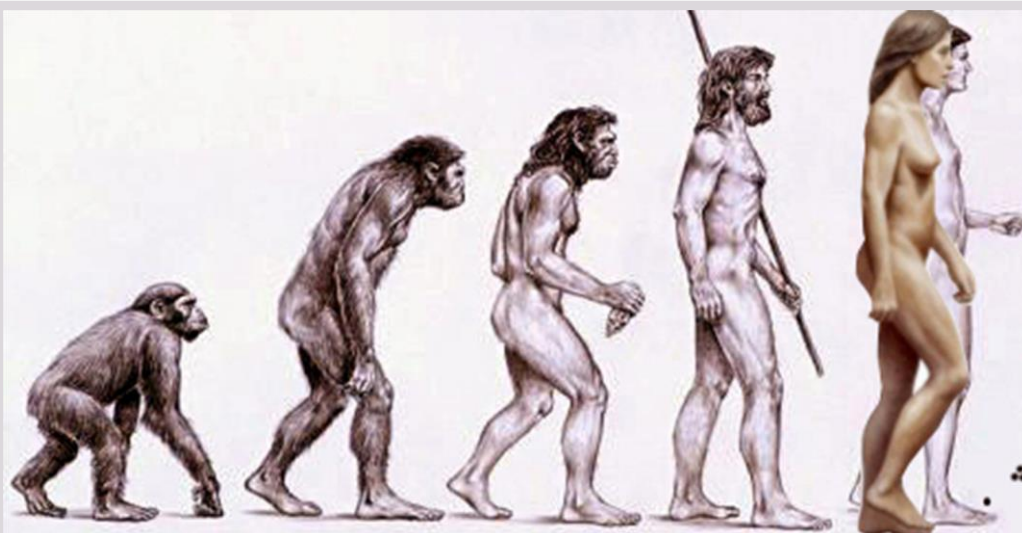
« On voit aussi comment, il y a quelques mois, les Américains ont abandonné les Kurdes du Rojava, alors qu'ils les avaient envoyés se battre pour eux contre l'État islamique depuis dix ans ».² "Le retrait américain a ouvert la voie à une intervention offensive turque à leur encontre dans la région." ³

1 Font partie de cette coalition le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), le Parti de la liberté du Kurdistan (PAK), le Parti pour une vie libre au Kurdistan (PJAK), l'Organisation de la lutte du Kurdistan iranien (Khabat), Komala des Travailleurs du Kurdistan, et le Parti Komala du Kurdistan iranien.

2 Peyman Haydari, cité dans Mediapart du 8 mars 2026.

3 <https://www.france24.com/fr/moyen-orient/20260305-irak-que-sait-on-de-la-mobilisation-des-factions-kurdes-contre-le-r%C3%A9gime-iranien>

Vive le 8 mars !



Beaucoup célèbrent le 8 mars sous le nom de « Journée de la femme » et, sous l'effet de sa transformation par les Nations unies, comme une sorte de « fête des mères ». On y célèbre alors la valeur et la dignité des femmes et l'on exprime sa reconnaissance envers la femme douce et ménagère en lui offrant un bouquet de fleurs.

Mais une telle compréhension de la Journée internationale des femmes en détourne totalement le sens et demeure, au fond, profondément patriarcale. La première commémoration de cette journée remonte à 1909, à New York, lorsque le Parti socialiste d'Amérique organisa une journée spéciale consacrée aux femmes afin de soutenir la grève des ouvrières de l'industrie du vêtement, qui réclamaient de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail.

En 1910, les socialistes (et plus tard communistes) allemande Clara Zetkin et russe Alexandra Kollontai, proposèrent lors de la Conférence internationale des femmes socialistes à Copenhague, que les femmes du monde entier consacrent chaque année une journée à la lutte pour leurs droits.

Le sens, l'objectif et le message de la Journée internationale du 8 mars résident dans la solidarité mondiale des femmes dans la lutte contre les oppressions et les discriminations de genre, contre la domination masculine et le patriarcat, ainsi que pour l'égalité des droits entre les femmes et les hommes dans tous les domaines de la vie.

Le 8 mars 1917 (23 février dans le calendrier russe de l'époque) eut lieu à Petrograd (Aujourd'hui Saint-Pétersbourg) une célèbre et mémorable manifestation de femmes. C'est là que des ouvrières du textile, accablées par l'exploitation et l'oppression, allumèrent la première étincelle de la révolution.¹

Le fait que le 8 mars trouve son origine dans une grève ouvrière et qu'il soit né au cœur de la lutte contre le capitalisme est peu à peu édulcoré, puis progressivement effacé des pages de l'histoire.

Heureusement, à travers le monde, le drapeau libérateur du 8 mars continue d'être maintenu bien haut. Et nous sommes fiers de voir qu'en Iran aussi, une partie des femmes se tient à l'avant-garde de ce combat extrêmement difficile et souvent sanglant — face aux structures familiales traditionnelles, au patriarcat institutionnalisé, au poids de la religion et à un gouvernement théocratique fasciste — et qu'elles sont devenues un exemple pour le mouvement mondial des femmes éprises de liberté et d'égalité. Plutôt que de se contenter d'adresser des vœux pour le 8 mars à ces femmes conscientes et combattantes à travers le monde, c'est l'existence même de telles femmes qu'il convient de saluer et de célébrer à l'occasion du 8 mars •

Femme, Vie, Liberté

1 - <https://www.contretemps.eu/read-offline/14383/petrograd-8-mars-1917-revolution.print>

Pluie noire à Téhéran



Le 8 mars, le matin, des « pluies noires » s'abattent sur l'Iran après une série de frappes aériennes ; les experts avertissent qu'elles sont plus dangereuses que les pluies acides.

Au cours du week-end, les médias internationaux ont fait état du phénomène de « pluie noire » dans certaines régions d'Iran, quelques heures après les frappes aériennes américaines et israéliennes contre des installations de stockage de pétrole dans le pays.

Certains médias ont décrit le phénomène comme des « pluies acides ». Les Iraniens ont signalé des maux de tête et des difficultés respiratoires, et ont constaté que l'eau de pluie était contaminée par du pétrole, qui s'accrochait aux bâtiments et aux véhicules.

Le Croissant-Rouge iranien a averti que les pluies qui suivraient les frappes aériennes pourraient être acides et extrêmement dangereuses.

La pluie contient de l'acide et de nombreuses substances toxiques.

« En tant que chimiste de l'atmosphère et ingénieur chimiste spécialisé dans l'étude de la pollution atmosphérique, je trouve ces rapports très inquiétants. Ils montrent que le problème ne se limite pas aux pluies acides », a écrit Gabriel da Silva, professeur associé de génie chimique à l'Université de Melbourne, sur The Conversation le 9 mars.

Ce type de pluie contient des acides, mais aussi probablement toute une série d'autres polluants nocifs pour l'homme et l'environnement, à court comme à long terme. Selon Gabriel da Silva, l'un des principaux moyens d'éliminer les polluants atmosphériques est la pluie. Lorsque la concentration de polluants dans l'air est élevée, les gouttes de pluie les captent et les entraînent vers le bas. C'est pourquoi de la « pluie noire » est tombée du ciel après les attaques contre les dépôts pétroliers en Iran – signe de la gravité de la pollution de l'air dans cette région.

Dans la nuit du 7 au 8 mars, des installations de stockage de carburant essentielles au nord-ouest de Téhéran – notamment le dépôt de Shahr-e Naft, les dépôts de carburant du complexe de la raffinerie de Rey au sud et les sites de stockage de Karaj – ont été la cible d'attaques intenses. Des explosions dans les réservoirs de pétrole ont dégagé d'importantes quantités de fumée et de gaz toxiques•

Situation catastrophique dans les prisons iraniennes

URGENCE : Prison d'Evin, situation critique

Chers citoyens, organisations de défense des droits humains et communauté internationale,

La prison d'Evin fait face à une catastrophe humanitaire. Le 2 mars 2026, la section administrative a été gravement endommagée lors de frappes aériennes. L'ordre s'est effondré, le personnel a quitté les lieux et les détenus sont bloqués dans des conditions extrêmement dangereuses.

- La nourriture et l'eau potable sont presque inexistantes.
- L'accès aux soins médicaux est gravement perturbé.
- La communication avec l'extérieur est coupée.
- Certaines parties de la prison sont structurellement endommagées.



L'épouse de Mostafa Mohammadhasan, étudiant en philosophie des sciences à l'Université industrielle Sharif et détenu depuis début février, témoigne :

« La prison est sous le contrôle des forces Nopo. Les responsables ont quitté les lieux, et la boutique est fermée. »

La vie de milliers de prisonniers est en danger immédiat. Le Comité pour la libération des prisonniers politiques en Iran appelle les autorités iraniennes à assumer leur responsabilité pleine et entière pour protéger la vie et la sécurité des détenus, conformément aux lois nationales et aux engagements internationaux.

ALERTE URGENTE: Vie des détenu.es gravement menacée à la prison du Grand Téhéran

Le bâtiment administratif de la prison du Grand Téhéran (Fashafouyeh) a été pris pour cible lors de frappes aériennes le 2 mars 2026.

La situation est catastrophique et critique :

- Plusieurs quartiers de détention sont endommagés.
- La distribution de nourriture et d'eau potable est interrompue.
- L'accès aux soins médicaux est gravement perturbé.
- La communication avec les familles est coupée ou fortement restreinte.

Des centaines de détenus sont en danger immédiat, prisonniers dans un établissement où l'ordre s'est effondré et le personnel a quitté les lieux.

Le Comité pour la libération des prisonniers politiques en Iran appelle la communauté internationale et toutes les organisations de défense des droits humains à se mobiliser immédiatement.

La responsabilité totale de protéger la vie et la sécurité des détenus incombe aux autorités de la République islamique d'Iran, conformément aux lois nationales et aux engagements internationaux •

2 mars 2026

Comité pour la libération des prisonniers politiques en Iran

Campagne de Solidarité avec les travailleurs d'Iran



Campagne financière de SSTI

Par sa capacité à bloquer l'économie et les administrations, le monde du travail d'Iran peut jouer un rôle décisif dans la lutte pour en finir avec le régime, et construire par en bas un avenir reposant sur les droits et aspirations des exploité.es et opprimé.es.

Cela rend encore plus décisif la libération immédiate des milliers de militant-es croupissant actuellement en prison dans des conditions atroces.

Les travailleurs/euses qui se lancent dans des actions grévistes sont sévèrement réprimé.es. Arrêté.es, ils/elles sont souvent licenciés.es, doivent faire face aux tortures et à des frais de justice exorbitants. Leurs familles sont plongées dans une misère extrême.

Afin de soutenir ces militant-es et leurs familles, et notamment contribuer à la prise en charge des frais de justice et d'avocats, Solidarité Socialiste avec les Travailleurs en Iran (SSTI) lance une campagne de solidarité financière.

Il s'agit de développer une solidarité internationaliste concrète avec celles et ceux qui luttent courageusement dans des conditions difficiles.

* Chèques (en euros)

A l'ordre de "Solidarité avec les travailleurs iraniens" (attention, le mot socialiste ne figure pas dans ce libellé).

Ces chèques doivent être adressés à l'adresse suivante :

SSTI, CICP 21ter rue Voltaire, 75011 PARIS

* Virements bancaires

- Références bancaires nationales (RIB) :

Banque : 10278 / Guichet : 06069 / N° compte : 00020637801 / Clé : 64

- Coordonnées bancaires internationales :

IBAN : FR 76 10278 06069 0002063780164

BIC / SWIFT : CMCI FR 2A

Compte au nom de : Solidarité avec les travailleurs Iraniens